



ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

SÉANCE DU 9 JANVIER 1959

ASPECT SOCIAL DES JEUX DE L'OUEST-AFRICAÎN

par M. Charles BÉART

ancien Inspecteur de l'Enseignement en A. O. F.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESDAMES, MESSIEURS,

Je suis très sensible à l'honneur que me fait votre Compagnie. Sensible, et un peu inquiet, en égard aux doctes travaux dont elle fait, à l'accoutumée, sa nourriture spirituelle, de devoir l'entretenir d'un sujet si apparemment futile : *les Jeux africains*.

J'ai choisi, pour ce court exposé, de vous parler de leur aspect social.

* * *

Les hommes ont, de tout temps, mêlé les jeux à l'éducation de leurs enfants, — les animaux supérieurs les mêlent à celle de leurs petits —, et point n'importe quels jeux.

Tout comme Philoclès consacrait à Hermès « sa balle rebondissante (...) ses osselets qu'il aimait tant, son rapide sabot, jouets de son jeune âge » quand le temps était venu pour lui de les abandonner ; comme Sappho devenue jeune fille offrait ses poupées « O Vénus, ne méprise pas les voiles de pourpre de mes poupées, c'est moi, Sappho, qui te consacre ces précieuses offrandes », le petit Africain qui échange de classe, d'âge doit abandonner, en même temps que son nom, ses jeux, ses jouets, ses instruments de musique, pour en prendre d'autres, propres à la classe dans laquelle il vient d'entrer.

Partout, aussi, le même souci de morale, — l'*homo docens*,

l'homme qui enseigne, est aussi vieux que l'*homo faber*, celui qui fabrique —. Tout comme Caton recommandait pour les enfants la toupie, et point les dés « *Trocho lude, aleas fuge* », aux petits Africains seront interdits les jeux de hasard. Ils y joueront quand même, mais en fraude comme faisaient certainement les petits Romains. Rien qui soit nouveau. Ce qui l'est davantage, c'est d'avoir essayé de comprendre le comportement des sociétés humaines à partir de l'étude des jeux des enfants et aussi des jeux des adultes.

L'histoire de certains vieux jeux peut fournir d'utiles enseignements. La *marelle*, dont le nom vient, comme vous le savez, du petit palet, le méreau que l'on pousse avec le pied, avait à l'origine, chez les Anciens, un diagramme, d'ailleurs pas tout à fait abandonné, en forme d'escargot ; le christianisme se répandant, le diagramme devient un plan de basilique qui s'augmentera d'un transept au temps des cathédrales.

Par contre, il est probable que c'est le diagramme de la marelle en escargot qui a inspiré aux architectes des cathédrales le dessin de ces labyrinthes qui valent des indulgences à celui qui les parcourt dévotement à genoux, comme la « lieue » de Chartres ou celle d'Amiens.

Aussi que ces labyrinthes sont la source de ces jeux de voyages imaginaires, si communs dans l'est de l'Europe, que Paul Brewster a groupés autour du jeu allemand « *Reise nach Jerusalem* ».

J'ajouterai... qu'il existe en Afrique, hors de toute influence probable du jeu allemand des jeux très exactement semblables ! Convergence ? Diffusion ? Nous n'en saurons jamais rien.

Mais revenons à notre marelle.

En Afrique, où le sable, souvent, ne permet pas de faire glisser le méreau avec le pied, on se contente de le lancer et l'on se constitue, par des moyens qui relèvent de l'adresse ou du hasard, des châteaux, ou des « tatas », lieux de repos pour celui qui les possède, difficulté accrue pour l'autre qui doit sauter par-dessus.

Les diagrammes varient de forme selon les lieux ; mais en Afrique comme en France, le méreau est évidemment un symbole de l'âme qui, de difficulté vaincue en difficulté vaincue, parvient au « paradis » dont le nom est souvent écrit sur l'une des cases, « *adiama* » s'il s'agit d'enfants musulmans.

En Angleterre, Yrjö Hirn a relevé des diagrammes conduisant, de viandes en légumes, au *pot-au-feu maternel*.

Etiemble, en 1934, a rencontré à Chicago une marelle de fillettes portant les stations suivantes : « *Boys, Colours, Hotel, Shows, Movies star* : Rencontrer des garçons, se maquiller, aller à l'hôtel, s'exhiber dans une revue, être étoile de cinéma ; tout un alléchant programme.

Le psychologue, comme le sociologue, choisiront dans cette évolution, leurs prises.

L'on a trouvé pour l'étude des sociétés humaines à partir de leurs jeux, des voies moins directes. Si les jeux et les institutions d'adultes se ressemblent, il se peut que ce soit, — et c'est très souvent — parce que les jeux ont copié des institutions d'adultes, mais n'est-ce pas bien plus encore parce que les institutions elles-mêmes sont des jeux ? Elle ne seraient pas *que jeu* au sens où l'entend l'Ecclésiaste, elles seraient *des jeux*, au sens commun du terme, comportant un lieu approprié, un temps prescrit et des règles conventionnelles comme les jeux d'enfants et d'adultes.

Déjà Schiller, il y a un peu plus d'un siècle, s'était demandé *s'il ne serait pas possible de tirer de l'étude des jeux des enfants des divers peuples* « les nuances du goût chez ces peuples ».

Le très regretté Charles Le Cœur écrivait, il y a vingt ans : « Voulez-vous jouer avec moi ? » est le maître mot des relations humaines. Le tout est de connaître la règle du jeu ».

Les mathématiciens, de leur côté, rapprochaient de plus en plus les problèmes nés de l'économie des problèmes nés du jeu. Non plus du calcul simple des probabilités né dans l'esprit de Pascal dit-on d'un problème de dés que lui soumettait son ami Méré, mais de ces problèmes où le joueur qui développe sa partie trouve toujours devant lui des adversaires, où l'intelligence s'oppose à l'intelligence. La question avait été abordée par Emile Borel dans son livre sur « le Hasard » en 1916 puis, dans son « *Traité du Calcul des Probabilités et de ses applications* », en 1926. Des livres récents l'ont développée : en 1944, « *La Théorie des Jeux et des comportements économiques* » de Neumann et Morgenstern ; en 1954, « *la Théorie des Jeux alternatifs* » de Claude Bergé.

En 1938, le Professeur Johann Huizinga publiait à Haarlem « *Homo ludens* », essai sur la fonction sociale du Jeu. Recteur de l'Université de Leyde, Huizinga fut interné quelques mois par les Allemands dans un camp d'otages. Libéré, il mourut sans avoir pu reprendre son poste. Nos jeux d'à présent sont tristes...

« *Homo ludens* » fut introduit en France en 1951 par mon ami le Professeur Tiebrooy dont la mort, peu de temps après, fut une grande perte pour la Hollande et pour la France.

« Lorsqu'il est apparu clairement, dit Huizinga, que le nom de *homo sapiens* convenait moins bien à notre espèce que l'on se l'était figuré jadis, parce que, en fin de compte, nous ne sommes pas aussi raisonnables que l'avait imaginé le Siècle des Lumières en son naïf optimisme, on a cru bon d'ajouter à la première définition *homo faber* ». Or, *homo ludens*, l'homme qui joue, a semblé à Huizinga exprimer une fonction aussi essentielle que celle de fabriquer et mériter largement sa place auprès de *homo faber*.

Huizinga définit le jeu — je n'entrerai pas dans la querelle des définitions, nous n'en sortirions pas, — il montre le jeu *antérieur* à la culture et *créateur* de toute culture. Il montre son rôle dans le culte, la langue, la compétition, « fonction créatrice de culture », dans la juridiction, dans la guerre, dans la sagesse :

« A la vérité, dit-il, le pasteur suisse qui, dans le pays et au temps de Pestalozzi, donnait à son catéchisme pour enfants le titre « *Rätselbüchlein* » petit livre de devinettes, ne se doutait pas combien son idée le rapprochait de très anciens états de civilisation ».

Il montre, également, l'influence du jeu dans la poésie, sa fonction essentielle dans l'imagination ; il étudie les formes ludiques de la philosophie, de l'art et, sous l'angle du jeu, les diverses civilisations historiques.

Je voudrais vous convier à voyager à travers les institutions africaines, le livre de Huizinga à la main. Nous n'en avons pas le temps mais vous avez tous, Mesdames et Messieurs, connu de très près des civilisations, — africaines ou autres —, où le facteur ludique n'a pas été éliminé par ce que Huizinga appelle « les idéaux de travail, d'éducation et de démocratie » ; vous avez tous pu estimer l'importance du facteur ludique dans ces civilisations.

« *Homo ludens* » a suscité tout un mouvement de pensée. En 1953 paraît, en Allemagne, « *Die Spiele, ein Schlüssel zu ihrer Bedeutung* » de Friedrich-Georg Jünger, (Les Jeux, une clef de leur signification) ; en France, Roger Caillois publie, en 1955, deux articles « *Structure et Classification des Jeux* » dans la revue *Diogenes* et « *Les jeux dans le Monde moderne* » dans la revue *Profils* ; il publie en 1958 un livre « *Les Jeux et les Hommes* » dont je vous parlerai tout à l'heure.

Beaucoup d'autres indices de cet intérêt porté au jeu comme fonction sociale : Le *Mercure de France* donne, chaque année, six chroniques philosophiques que signe Achille Ouï. Un livre aussi technique que le mien sur les « *Jeux et les Jouets de l'Ouest africain* » a été, en 1956, l'objet unique de l'une de ces chroniques. Emile Girardeau, de l'Institut, donnait récemment à la *Revue des Deux-Mondes* des « *Propos sur le Jeu* » dont l'essentiel est tiré des Mémoires du Maréchal Juin.

Les idées de Roger Caillois sont fort intéressantes et tout à fait originales. Il voit deux attitudes caractéristiques du joueur. Dans la première, qu'il nomme *paidia*, il s'agit seulement d'un instinct de jeu : galipettes, gribouillis, chamaille, tintamarre, « prurit de couleurs et de bruits » ; dans la seconde, est venu le goût des règles et le contentement d'avoir gagné selon ces règles. C'est le *ludus*. On retrouve dans les institutions humaines le même passage de la *paidia* au *ludus*, de la *turbulence* à la *règle*.

D'autre part, Roger Caillois classe les jeux selon quatre principes fondamentaux :

La <i>compétition</i>	qu'il nomme (après d'autres auteurs) l' <i>Agôn</i> ;
le <i>hasard</i>	qu'il nomme l' <i>alea</i> ;
le <i>simulacre</i>	qu'il nomme la <i>mimicry</i> ;
le <i>vertige</i>	qu'il nomme l' <i>ilinx</i> .

Il faut lui accorder que, par quelque point, tout jeu, et d'ailleurs toute institution humaine entre dans ce cadre. On se sépare, ou l'on s'évade du monde en créant un monde *fini* fondé totalement sur le *mérite*, et c'est l'*agôn* ;
sur le *hasard*, et c'est l'*alea* ;

On s'évade du monde en se faisant passer pour un autre et c'est la *mimicry* ;

On s'en évade en se faisant autre et c'est la transe, l'*ilinx*.

Il est très rare cependant qu'un jeu soit strictement fondé sur un seul de ces principes fondamentaux. Ils composent entre eux.

Roger Caillois ne croit qu'aux associations *binaires*, les autres, à son sens, n'étant que des rencontres. Je ne partage pas entièrement son avis. Je lui concède que le fait que des gens parient sur des chevaux de course ne change rien aux règles de la course, — encore est-ce si sûr ? —, mais quand, au Dahomey, les joueurs de toupie *vé* organisent un véritable *spectacle* où s'affrontent des joueurs qui n'ont acquis qu'après une longue pratique l'*art* de bien lancer la toupie, où les toupies, pourtant, ne se rencontrent qu'à peu près au *hasard* ; où les Dieux veillent sur les toupies de leurs fidèles, où une véritable frénésie s'empare et des joueurs, et des spectateurs, *agôn* et *alea*, *ilinx* et *mimicry* entrent, plus ou moins, en association.

Notre auteur ne considère pas non plus toutes les associations binaires comme *également* possibles. Il envisage comme *fondamentales* la rencontre *agôn-alea* et la rencontre *mimicry-ilinx* la première étant le domaine de la *règle*, la seconde le ressort principal du *sacré*.

Il considère comme *contingentes* la rencontre *alea-ilinx*, le vertige du joueur, et la rencontre *agôn-mimicry* fondement du *spectacle*.

Il considère comme *interdits* :

la rencontre *agôn-ilinx*

car, dit-il, « le vertige ne saurait se trouver associé avec la rivalité réglée sans la dénaturer ».

la rencontre *alea-mimicry*

car « toute ruse [rendrait] *sans objet* la consultation du sort ».

Ces interdits me semblent, si je puis dire, trop intelligents, l'es-

prit humain n'est pas simple, et la nature se laisse toujours assez mal enserrer dans nos classifications.

Je trouverais sans difficulté bien des cas où l'*agôn* exploite l'*ilinx*. Quant à mêler à l'*alea* la *mimicry*, il n'y a guère de joueur qui ne le fasse car il n'y a guère de joueur qui ne croie à sa *chance* à quelque protection du sort, ou des dieux, en somme à la *magie*.

Je sais bien que « le hasard n'a ni cœur ni mémoire » mais quel joueur jouerait encore qui en serait parfaitement convaincu ?

Roger Caillois conclut :

tous les peuples, partout dans le monde, ont été engagés dans le complexe *mimicry-ilinx*, le masque et la transe, l'*illusoire* maîtrise magique de l'univers ;

leur passage dans le complexe *agôn-alea*, le mérite et le hasard, l'égalité partout des chances, c'est proprement la *civilisation*.

Ceci acquis, le passage de l'*alea* à l'*agôn*, de la foule des *hasards* de l'hérédité, de la naissance, de la richesse au seul *mérite*, c'est LE PROGRÈS.

Ces conclusions ne satisferont ni les mystiques, ni les artistes mais elles donnent une base solide à toute discussion, une base très précieuse alors que, dans le décri où s'est trouvé jetée la civilisation occidentale, tant de sottises sont tous les jours dites et imprimées sur la *civilisation* et sur le *progrès*.

* * *

Quand j'ai voulu compléter ma documentation personnelle sur les Jeux par une enquête auprès de tous ceux qui, en Afrique noire, par profession ou par goût, pouvaient s'intéresser à la question, les premières réponses furent décevantes :

« Les enfants ne jouent plus les Jeux traditionnels, ils poussent un ballon ou vont au cinéma ».

J'ai prouvé, en décrivant plus de quinze cents jeux africains que ce n'est pas encore tout à fait vrai, encore qu'il soit vrai que très vite les traditions se perdent.

Elles se perdent parce qu'elles étaient *toutes* plus ou moins liées à la coutume *animiste* et que la coutume animiste se perd.

Les enfants métropolitains comme les enfants africains jouent à *chat*, à *chat perché*, à *chat blessé*, mais pour un petit Parisien c'est un jeu de poursuite, sans plus, et il ne lui viendrait pas à l'idée d'imiter un *vrai chat*. En Afrique, il s'agit vraiment d'un chat, ou d'une panthère, ou d'un génie et le comportement des joueurs sera constamment lié à la fable. Aussi longtemps toutefois que la fable restera vivante en eux : les petits Dakarais, qu'ils soient blancs ou noirs, jouent à chat comme des petits Parisiens.

Les jeux de métiers ont leurs correspondants en Afrique. C'est

souvent un animal qu'il y faut inviter et il suffit au joueur de quelques traits pour suggérer vraiment la présence de l'animal.

Voici par exemple la Quarantaine de Baguérou.

Quarantaine, parce qu'il se joue pendant les quarante jours qui suivent le 3^e jour de Bounounou le mois gourounsi correspondant sensiblement à notre juillet ; Baguérou, l'homme-lion, un affreux génie qui peut apparaître sous la forme de n'importe quelle bête de la brousse.

But du jeu : apprendre à reconnaître les animaux *vrais* des incarnations de Baguérou.

Je l'ai vu jouer à Léo, en Haute-Volta.

Tous les habitants sont sur la place, les plus vieux comme les plus jeunes. Un joueur s'écarte et revient en minant la démarche d'un animal. Puis il s'approche d'un spectateur et lui dit : « *Mwa biou* » « Vous êtes fils de qui ? » A quoi il faut répondre « Je suis fils du Buffle » ou du Koba, ou du Lièvre... ou du Caméléon selon l'animal que l'on croit avoir reconnu. A celui qui se trompe, il est donné à boire de l'eau dans laquelle auront macéré les excréments de l'animal qui n'a pas été reconnu.

Je ne sais pas combien des Gourounsis de Léo croient encore à l'existence de Baguérou, que deviendra le jeu quand personne n'y croira plus ?

Voici un autre jeu Gbélé-Gbélé, jeu guinéen. Ici la désacralisation est déjà *fort ancienne* et les diverses étapes de la décomposition du jeu ont pu être observées.

A l'origine grand jeu sacré de guerriers. Une vingtaine de joueurs partagés en deux camps que commandent deux guerriers connus. Aux deux extrémités de la place est suspendue, à hauteur d'homme une branche fraîchement coupée qui symbolise le dieu protecteur de chacun des camps — on trouve dans tous les grands jeux ce symbole qui sera quelquefois une statuette du dieu, plus souvent un mortier que le parti vainqueur renversera.

Le directeur du jeu tire un long poignard de guerre de sa gaine et aux joueurs rassemblés autour de lui crie *Gbélé, gbélé*, difficile, difficile *sanfe ba ? dou fé ?* en l'air ou en bas ? puis, selon l'avis de la majorité, il lance le poignard. Les joueurs se bousculent pour essayer de l'attraper tout en empêchant leurs adversaires d'y réussir. Celui qui l'a crie *gbélé-gbélé yé nbolo* et le jeu s'arrête.

Le parti qui tient le poignard va le cacher sur un de ses joueurs, le plus vite, ou le plus adroit, puis au signal donné par le meneur va se précipiter vers le fétiche du camp adverse pour essayer de le trancher ! L'autre parti s'efforce de reconnaître, puis de désarmer le porteur du poignard qui peut, s'il est en difficulté, le passer à l'un de ses camarades.

*

La partie s'arrête si le fétiche est tranché. Elle peut s'arrêter si le poignard est pris ; si cette convention n'a pas été admise le parti qui a le poignard devient l'agresseur et la partie continue jusqu'à ce que l'un des deux fétiches soit tranché.

Le jeu sacré n'existe plus. Samory, déjà, s'en servait comme exercice militaire pour ses sofas. A l'imitation de ceux-ci certains villages jouent encore le *gbélé-gbélé* et, longtemps, ce furent de vieux sofas qui commandèrent les deux camps et servirent d'arbitres.

Ailleurs, les adolescents et les enfants jouent un *gbélé gbélé* où une baguette est substituée au poignard. Il suffit, pour gagner, de toucher de cette baguette une branche suspendue au centre de la place.

Ailleurs le *gbélé-gbélé* est devenu jeu de recherche et de poursuites dans la nuit, le bâton qui tient lieu de poignard, après les mêmes questions du meneur, ayant été jeté dans les broussailles.

Dernier avatar : les petites filles de Kankan en ont fait un jeu de cache-tampon avec un noyau de mangue qu'elles nomment sans aucune raison *gbélé* et elles chantent *gbélé, gbélé, hosanjé ba, dou jé* souvenir du jeu ancien sans aucun rapport avec leur propre jeu.

Une coutume fondée sur le *masque* et la *transe* exige le *secret*. Dominique Traoré a décrit dans les « *Notes africaines* » la mort, chez les Bobo-fing de Haute-Volta, de Sogossira, tué à coups de verges, à l'issue d'une danse de la confrérie des Do, pour s'être fait reconnaître de son amante Siguidalo en laissant passer hors du vêtement de fibres son bracelet de cuivre rouge.

On m'a conté en Casamance et en Guinée portugaise des faits du même ordre qui ont été imputés aux Koumpo.

Le Koumpo est un sorcier vêtu de feuilles de rônier qui chante dans une sorte de mirliton fait d'une baguette creuse et d'une grosse toile d'araignée. Il danse en tournant sur lui-même et les assistants, dit-on, ne peuvent résister à son appel, ils doivent s'aligner sur lui ce qui oblige les plus éloignés à courir. Or, ce Koumpo, si craint dans les villages, je l'ai vu danser à Ziguinchor et les enfants des écoles me dirent comment il s'appelait, où il habitait, ce que lui donnaient les notables, soit qu'ils crussent en son pouvoir, soit qu'ils craignissent de mauvaises paroles.

Mais, mieux : Les Casamançais de Dakar, pour s'amuser, à l'occasion de mariages *chrétiens*, font venir un Koumpo de Ziguinchor, comme si les Tarasconnais de Paris faisaient venir de Tarascon une Tarasque à laquelle les Tarasconnais de Tarascon croiraient encore.

Dans le cas du « Faux Lion », le *simbé* de Saint-Louis, la désacralisation est complète, c'est un jeu pur. Le mythe est tout proche : les légendes du Oualo déclarent qu'autrefois toute personne mor-

due par un lion était possédée par la bête. Une toison couvrait sa poitrine et son dos, elle rugissait et se précipitait sur les hommes.

Le Faux-Lion devrait porter les cicatrices apparentes causées par un lion. Les lions se faisant relativement rares, les femmes de Saint-Louis qui organisent le jeu choisissent seulement, aujourd'hui un homme très grand et très fort. Elles le paient d'avance, 20.000 fr en 1952 et il y a un *bougna*, un cadeau, pour lui, après, si le jeu a donné satisfaction.

Il est presque nu : un cache-sexe, une loque tenue par une ficelle sur l'épaule, une autre sur la tête. Le visage et le corps sont blanchis à la chaux.

Le jeu commence vers 3 heures de l'après-midi et s'achève à la nuit.

Autrefois l'orchestre n'était composé que de femmes frappant la calebasse retournée sur une bassine d'eau, — le tambour d'eau. Aujourd'hui, elles louent les services de griots battant des tam-tams mais ce sont toujours elles qui chantent, dirigées par un homme déguisé en femme.

Le Faux-Lion est accompagné par deux faux-sorciers qui, par des paroles magiques commandent au Faux-Lion.

Le Faux-Lion danse. Un des sorciers l'arrête. Il se précipite alors sur la foule qui s'enfuit en hurlant de peur. Peur simulée, mais peur quand même. Il poursuit les femmes qui ne sont pas de sa suite, mais il ne les attrape pas, il cherche un homme ou un jeune garçon. S'il revient bredouille, il danse de nouveau. S'il a trouvé une victime, trois cas peuvent se présenter.

— La victime a acheté la veille un « talisman » le *fassi* ; elle le montre et s'en va.

— La victime sait par cœur et récite à genoux une incantation magique à peu près intraduisible. Si elle se trompe, le Faux-Lion lui frappe la tête à coups de poing. La récitation achevée, le Faux-Lion laisse sa victime partir.

— La victime n'a pas de *fassi* et ne connaît pas l'incantation qui délivre ; elle est frappée, mordue, ses vêtements sont lacérés jusqu'à ce qu'un faux-sorcier vienne à son secours.

Et la danse reprend

Le mythe est mort, le jeu subsiste, mais ses jours sont comptés.

Je prendrai un dernier exemple de jeu à mythe apparent. Il s'agit cette fois d'un de ces jeux de « petites huttes » que les ethnologues ont rencontré un peu partout dans le monde.

Chez les Alladians de Jackville, en Côte d'Ivoire, vers le 15 janvier, les vieux du village se réunissent pour choisir le jour du *Semângango* qui assurera au village la *fécondité* de ses filles et la *fertilité* de son sol. Ni les vieux, parce qu'ils peuvent être sorciers,

ni les petits enfants, parce qu'ils voient les génies n'y assisteront.

Les adolescents se rendront à l'extrémité ouest du village et y construisent de petites huttes, *fonctionnelles*. Puis garçons et filles forment deux rangs, une fille succédant à un garçon, un couple faisant face à un couple. A un signal du meneur de jeu, les couples d'un rang se donnent la main, ceux de l'autre rang essaient de franchir la chaîne en passant par dessus les bras et s'ils n'y réussissent point s'accrochent aux bras. Chaque couple *transporte*, *pèse* un couple. Pas un geste dans tout cela qui n'ait sa valeur symbolique. Les deux rangs ensuite changent de rôle. Ceux qui laissent séparer leurs bras ou tomber le couple porté sont injuriés et battus car c'est de mauvais augure.

On chante des chants rituels dans la vieille langue alladienne que personne ne comprend plus.

Ces cérémonies achevées les jeunes gens gagnent les huttes, jouent, plaisantent, dansent, mangent et dorment — dorment très peu — ; de temps en temps, reprend un des chants rituels.

Le lendemain matin les huttes *doivent* être *brûlées* et tout le monde retourne au village.

Est-ce bien un jeu ? Les Alladians le considèrent comme tel. Au reste, là où la cérémonie a disparu, le jeu pur subsiste. Pour jouer au *loutiki ya*, les petits Malinkés, les enfants, car il s'agit ici d'enfants, se rassemblent ; chaque garçon se choisit une femme parmi les filles, ce qui ne va pas sans disputes, construit une petite case pour le ménage puis, part avec un bâton figurant l'outil de saison, travailler très sérieusement des champs imaginaires cependant que sa femme s'affaire à préparer un repas non moins imaginaire. Heure du repas, retour des travailleurs, politesses, vraies fessées aux filles qui ont répandu de la fausse sauce. Le chef crie « Il fait nuit » et chaque couple va se coucher dans sa case. Quand il criera, « Il fait jour » le jeu sera fini et le village *DEVRA* être *entièrement détruit*.

* * *

Je vais maintenant aborder la description de jeux agonistiques, de jeux qui semblent, par leur nature même, ne tenir compte que du mérite individuel qu'il s'agisse d'une course, d'une lutte ou d'une partie de dames.

Dans tous ces jeux, la recherche préalable de l'*égalité des chances au départ* est poussée à l'extrême ; apparemment, pour que le *mérite*, seul, soit en cause ; réellement, pour que, l'égalité entre les joueurs étant parfaite, le choix soit laissé aux Dieux.

Pour la recherche de cette égalité des chances, je vous citerai le *wouri* de Niafouké, une variété un peu aberrante de l'*awélé*, le jeu à douze cases.

Celui qui a le trait, de quelque manière qu'il débute — j'ai étudié tous les cas possibles — devra passer la main sans avoir réalisé aucun gain. Aussi, la règle lui accorde-t-elle pour compenser ce handicap les quatre dernières billes du jeu.

Au même jeu à douze cases, qui s'y nomme entre autres noms *papan-dakon*, les indigènes de Java et de Bornéo pour obtenir l'égalité absolue des chances font débiter les deux joueurs ensemble ce qui est extrêmement rare pour les jeux de combinaison. J'ai retrouvé, très exceptionnellement cette règle en Afrique.

Car l'*awélé* se joue de l'Insulinde à Dakar et a été porté en Amérique comme jeu de combinaison par les esclaves noirs, comme jeu de hasard par la colonie syrienne de New-York.

Parce que, dans les pays fortement islamisés, il porte souvent des noms dérivés de *mancala* qui est probablement arabe, certains auteurs l'ont dit avoir été transporté par les Arabes ce qui est aussi raisonnable qu'il le serait de dire qu'il a été transporté par les Anglais parce que les évolués des territoires colonisés par les Anglais le nomment *board-game*.

Son antiquité en Afrique est attestée.

— par des cupules creusées dans la pierre en des endroits où le jeu a complètement disparu.

— par le fait que c'est le seul jeu, à ma connaissance, pour lequel les Africains aient conçu des meubles faits de bois de valeur, souvent sculptés, quelquefois recouverts de plaques d'argent.

— par le fait que le jeu noble est à très peu près le même partout, il ne s'altère que sur les confins de son Empire et se distingue toujours des variantes réservées aux femmes et aux enfants.

— par le fait, surtout, des légendes qui partout l'entourent, du rôle qu'elles lui font jouer dans les cosmogonies, les genèses, le gouvernement du Monde.

Chez les Alladians, les dieux jouent à l'*awélé* toute la nuit ; aussi leur abandonne-t-on les jeux et mourrait qui voudrait jouer après le crépuscule. Mais, lors de la mort d'un chef, s'il y a deux prétendants, après des cérémonies conjuratoires, ils joueront à l'*awélé* toute la nuit. Au matin le gagnant sera proclamé chef, ce sont les Ancêtres qui auront choisi.

Il figure parmi les poids agnis et baoulés pour peser l'or ; aussi, parmi les signes graphiques soudanais où il représente les douze mois de l'année.

Sa forme, en bateau, la marche des pièces dans le même sens que le Ciel — *le jeu avant que commence la partie est souvent orienté Est-Ouest* — en font un symbole de l'Arche céleste contenant « les êtres, objets, institutions et techniques nécessaires à une réorganisation du monde ». Je m'étais intéressé à cette question en Côte d'Ivoire

en Haute-Volta et au Sénégal. Griaule l'a étudiée surtout chez les Dogons et les Bozos du Soudan, mais c'est de Java à Dakar, et même au Brésil, où certaines coutumes noires se sont mieux conservées qu'en Afrique, qu'il faudrait recueillir les textes sacrés, comme aussi les variantes — par exemple au Nord et au Sud de l'Equateur — et les parties célèbres. Il s'agit d'un des jeux de combinaison les plus intelligents qu'il soit au monde.

A un degré moindre ce que je dis de l'*awèlè*, je pourrais le répéter d'un certain nombre de jeux à quadrillages : en pays songhai, c'est une cause d'orgueil aussi grande d'avoir dans sa famille un bon joueur de *wali* — c'est une marelle assise, à trente cases — que c'en est une pour une famille bambara de posséder un lutteur célèbre.

Un seul jeu agonistique perdant son support magique n'a point déchu, *la lutte* je dirai tout à l'heure pourquoi. Comme je dirai un mot des jeux de hasard qui sous leur forme ancienne disparaissent, personne ne joue plus sa femme, son cheval ou sa maison, alors que se multiplient, avec l'argent, les jeux d'argent.

Je suis obligé, évidemment de choisir parmi les jeux et je crains que vous imaginiez que mon choix est orienté pour justifier ma conclusion. Je vous ai présenté des jeux importants qui ont tous été jeux d'adultes avant d'être jeux d'enfants. Je vais vous parler pour terminer cette revue des jeux anciens, de *la poupée* qui, partout dans le monde est bien un jeu d'enfant. Un jeu de *faire-semblant*, la poupée est le bébé que la petite-fille, sa maman, soigne comme la petite fille est soignée par sa propre mère. Quelquefois mieux ; il n'y a pas, au Sénégal, une poupée qui n'ait *son lit*, il y a beaucoup de petites filles, au Sénégal, qui n'ont pas le leur.

Mais...

Binger écrivait en 1892, et il m'en reparlait encore quand je le vis pour la dernière fois, quelques semaines avant sa mort.

« Très fréquemment aussi j'ai vu des femmes [chez les Agnis de Côte d'Ivoire] porter une poupée en bois bien serrée dans le dos comme si c'était leur enfant. C'est, paraît-il, un remède infailible contre la stérilité. Chez d'autres peuples, les Wolofs par exemple, les jeunes filles portent aussi quelquefois, en guise d'enfant, un tibia d'animal orné de perles. Je n'ai jamais manqué de demander à mon domestique Diawé ce que cela signifiait afin de m'attirer cette réponse qui me faisait sourire chaque fois : « Ça y a trop bon pour gagner petit ». Il y a encore partout en Afrique des *poupées de fécondité*.

Il y a aussi des *statuettes sacrées*. Griaule tire de très intéressantes conclusions quant aux jeux provenant de « systèmes sociaux dé-

suets » du fait qu'un forgeron dogon lui a vendu comme « jouet » pour les petites filles une statuette qui n'a jamais été un jouet « Le forgeron ment ».

Il n'est pas exclu cependant que les mêmes statuettes puissent passer du domaine du sacré dans celui du profane, pas même exclu qu'elles participent un peu des deux. Il n'est pas du tout exceptionnel que la poupée de fécondité devienne jouet pour l'enfant quand la maman a été exaucée et j'ai vu fréquemment en Haute-Volta des enfants traîner au bout d'une ficelle *Ka Tia*, la Terre, ou *Bay*, Dieu d'En Haut, ou encore de ces curieuses poupées doubles sculptées à la naissance de jumeaux pour les protéger ou pour se protéger contre les esprits qui rôdent autour d'eux. Ces poupées n'ont pas perdu leur caractère sacré mais les dieux qu'elles représentent sont de bonne composition.

La réciprocité n'est pas impossible. En 1934, un chef Mossi était venu me voir avec sa petite fille qui joua, avec la mienne, à la poupée. A son départ ma fille offrit sa poupée à la petite africaine. Quelques semaines plus tard, j'ai retrouvé la poupée « engluée du sang des sacrifices » sur l'autel de la case du chef. Lui n'y était certainement pour rien, mais probablement la maman de la fillette.

Sur les marchés des villes de la Côte, au Ghana, au Dahomey, on vend une poupée, l'*akoua ba des Achantis*, une poupée plate composée d'un disque et d'un cylindre, ce pourquoi M^{me} Denise Paulme l'a rapprochée — ce qui me paraît téméraire — de certains miroirs du Nouvel Empire. Sur le disque est sculpté un profil de femme ; le cylindre est, soit une face avant avec des seins, un nombril et quelquefois un sexe, soit une face arrière avec un enfant retenu par un pagne, le tout, très stylisé. Le derrière du cylindre et du disque est laissé en bois brut ou grossièrement poli.

Cette poupée peut être statuette sacrée, c'est comme telle que l'a décrite Binger, et c'étaient de grands *garçons* qui la paraient de perles. Elle est couramment utilisée dans tout l'Achanti comme poupée de *fécondité*. Elle est, au Dahomey, — et c'est un usage assez rare en Afrique — poupée de *deuil*, les mamans qui ont perdu un enfant mettent cette poupée à leur ceinture, le visage au dehors pour bien montrer qu'elles ne l'ont pas oublié.

Sur le même marché, on vend, faites de bois tendre, et moins soignées de facture, les mêmes poupées *pour servir de jouets*.

Comment s'étonner après cela si le baptême de la poupée, son mariage avec un petit garçon du voisinage — qui crée, ou confirme un lien d'amitiés entre les deux familles — prennent un caractère tout différent de celui que prendrait une telle cérémonie si une petite fille métropolitaine imaginait de représenter une telle cérémonie.

Si j'en avais le temps, je vous parlerais de bien d'autres jeux, aux frontières toujours, comme tous les jeux, du jeu, de l'art et de

la magie, par exemple de ces jeux féminins si curieux de balle cavalière — les *Koupé woloj* — qui sont bien des jeux mais qui ne se jouent que pour appeler la pluie. Le même jeu joué par les garçons est inefficace.

Je voudrais vous parler aussi de la *danse* mais comment ne dire que quelques mots sur la danse en Afrique noire ? de la musique et des instruments de musique — même des instruments de musique d'enfants. Combien de mois il faut, et quel appui des Dieux pour construire un instrument de musique qui exprime vraiment l'âme du musicien. « C'est ma voix que tu emportes » me disait un griot peul à qui je venais d'acheter sa petite viole.

Mais il me faut conclure.

Que vont devenir des peuples qui ont perdu leurs Jeux ?

Ce n'est pas la première fois que des peuples africains s'acculturent. Toute l'histoire, légendaire ou non, de l'Afrique ne parle que de migrations imposées par la pauvreté des sols ou par l'invasion de peuples plus puissants, souvent eux-mêmes chassés par d'autres.

Pour le passé lointain, tous les Africains ont conservé le souvenir des petits hommes rouges, premiers propriétaires du sol et qui leur auraient appris la musique.

Pour l'histoire récente, les peuples voltaïques qui célèbrent leur Jour de l'An par une fête du Jeu savent qu'ils la doivent à l'envahisseur djerma qui lui-même la devait à l'envahisseur arabe.

Un certain nombre de jeux des Baoulés ne se retrouvent pas chez leurs cousins agnis, mais chez les peuples de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, parents de ceux qu'ils ont envahis et subjugués. Le jeu compliqué de billes que j'ai rencontré chez les Baoulés, le *gbolo*, Béhumil Holas l'a retrouvé chez les Gouros où il se nomme *téné*.

Tout cela s'explique car les jeux, — et les Dieux — conservés et transmis par les femmes esclaves se mêlaient aux jeux — et aux Dieux — du vainqueur. Sans difficulté car toutes ces coutumes étaient fondées sur le même *animisme*, cet animisme qui permettait au village de supporter les famines, les massacres, les épidémies et qui lui donnait son atmosphère de riche chaleur humaine cette « vie intense et complexe, dit Pierre Gourou, parlant d'autres villages ; mais ce qu'il dit s'applique aussi bien aux nôtres, où le paysan s'élève au-dessus de sa misère et échappe à l'avilissement auquel semblerait devoir le réduire la pauvreté de sa condition matérielle ».

L'introduction de la civilisation occidentale est d'un tout autre ordre ; elle a tout bouleversé et finira certainement très vite de tout détruire de ce qui fut l'animisme africain, de tout ce qui fut l'animisme mondial. « Nous autres civilisations, nous savons main-

tenant que nous sommes mortelles ». La nôtre périra probablement pour avoir eu trop de savants et pas assez de sages. Mais elle ne disparaîtra certainement pas avant d'avoir conquis le monde ; le vieux fond dionysiaque subsistera, — il subsiste en Europe — avec des résurgences ici et là, mais condamnées. La société africaine de demain ne connaîtra plus que les religions révélées, Islam et Christianisme ; elle sera fondée tout entière sur l'individualisme, les coalitions d'intérêt, les luttes de classes ou la dictature d'une classe, bref rien qui la distingue de nos sociétés européennes. Elle aura ses jeux, les mêmes que les nôtres.

Sans doute, beaucoup de jeux d'argent. Depuis longtemps déjà, le goût lui en était venu. Les Sousous de Guinée ont connu les jeux d'argent en 1894 — du moins est-ce la première fois qu'il en est fait mention — introduits sous forme de jeux de coquillages par les Mendés de Sierra-Léone, introduits par les Sénégalais avec les premiers jeux de cartes. Or, en 1914, un administrateur signalait déjà des enjeux de 10 fr. OR, et des différences de 500 fr. OR, alors que le salaire journalier d'un manoeuvre oscillait autour de 1 fr.

Peut-être le vieux jeu pahouin de l'*abbia* dont les dés sont souvent de délicates œuvres d'art se défendra-t-il un temps contre le poker dice !

Il semble gagner de plus en plus d'importance au Cameroun et au Gabon où il a, récemment provoqué des désordres qu'a dû réprimer la police.

Les danses, la musique s'encanaillent. L'*assiko*, ce tambourin qui avait si mauvaise réputation il y a seulement vingt ans au Sénégal triomphe maintenant dans tous les bals ; il est vrai que Paris l'a adopté —, des danses nouvelles ont été introduites, telle le *war-mbidj* ou *yama lakha* si obscènes qu'elles ont provoqué de légitimes protestations.

Les villageois étaient capables lors des grandes fêtes ou à l'occasion de funérailles d'absorber des quantités prodigieuses d'alcool mais pour la plupart d'entre eux c'était rare, et, en quelque sorte, un jeu, l'ivresse solitaire n'est pas un jeu, ni l'usage du *kif*, le chanvre indien, le *youngeul* des Wolofs.

Tous les jeux de vertige sont assurés d'un grand succès. Il y aura certainement des courses de stock-cars et des hula-hoop..

Aussi le cinéma.

Aussi les sports ; le seul survivant des jeux anciens sera probablement comme je le disais tout à l'heure la lutte parce qu'elle s'est, — un peu plus, un peu moins selon les lieux — commercialisée. Une séance de lutte ressemble de plus en plus à un match de boxe ou de catch. Même aliénation du spectateur qui triomphe par délégation. Même culte conséquent du champion. L'on parle même de combinaisons...

Les sports d'équipe en AOF comme en Europe peuvent conserver une grande valeur éducative, pour les joueurs, pas pour les spectateurs et il y a peu de joueurs et beaucoup de spectateurs.

Un jeu nouveau puisqu'il n'a guère plus de vingt-cinq ans, c'est le théâtre africain d'expression française. Il est né en Côte d'Ivoire — j'ai été invité à l'ouverture de port d'Abidjan en 1951 et en 1958 à l'inauguration du pont comme Père du Théâtre africain ; je n'en suis pas le père, mais disons le bon oncle, je l'ai vu naître et j'ai entouré de soins et d'amour ses jeunes années. L'Ecole William Ponty — grâces en soient rendues à votre confrère l'Inspecteur Général Albert Charton qui l'y introduisit — l'a développé et répandu dans toute le monde noir africain — l'on jouait « les Prétendants rivaux » l'une des toutes premières pièces du répertoire de Côte d'Ivoire, tout récemment, au Congo belge. Des théâtres ont été installés un peu partout, en particulier a été ouvert celui que G. Duhamel appelait de tous ses vœux dans « *Consultation aux pays d'Islam* » en 1947 après qu'il eut visité l'Ecole William Ponty que dirigeait alors Robert Robin.

Le théâtre peut jouer un rôle essentiel dans la naissance en Afrique d'un monde nouveau qui conserve quelques-unes des vertus du monde ancien. Je citerai en particulier l'art dramatique actuel de la Côte d'Ivoire. Mon ami Amon d'Aby avec quelques-uns de ses camarades qui furent presque tous de la première troupe africaine, celle de Bingerville, compose et joue d'excellent théâtre.

Un livre a été publié, en 1958, par Bakari Traore. C'est l'essentiel d'un mémoire conçu pour une thèse à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes sous la direction du Professeur Bastide, sur « *Le théâtre négro-africain et ses fonctions sociales* ». Je reproche à l'auteur, un peu, l'insuffisance de son information, *d'avantage*, de porter des jugements de valeur orientés, infléchis par la politique, mais son livre n'en est pas moins très intéressant, et il est précieux qu'il soit.

Je viens de parler de « politique ». Encore un jeu, selon *Alain*, un des rares jeux qui fasse communier des masses d'hommes jusqu'au fond des villages, qui puisse même les faire penser, — n'est-ce pas de la politique qu'est sortie la réflexion morale en Grèce ? — mais un jeu où trop souvent les tricheurs gagnent.

Quoi qu'il en soit, si la civilisation occidentale a apporté à l'Afrique noire des techniques et des idées morales dont ont profité et dont profiteront encore bien davantage les petites gens, il faut inscrire à son passif d'avoir détruit un style de vie, celui-là même qui lui donnait son art, et ses jeux.

Toutefois, j'ai fait l'an dernier un véritable pèlerinage en Afrique noire, dans l'Afrique de mes Jeux, en permanent contact, intime, avec les Africains. Je les ai trouvés toujours si riches de sève que j'espère encore les voir créer une civilisation originale.

Je sais bien qu'un diplomate célèbre a dit : « Tout s'arrange, mais mal » mais un autre plus célèbre encore avait dit avant lui que les choses « ne vont jamais aussi bien qu'on l'espère, ni aussi mal qu'on le craint ». Je crois toujours valable l'idéal que beaucoup d'entre nous s'étaient proposé et que Théodore Monod a si bien exprimé : « travailler à la naissance en Afrique d'une civilisation capable d'accueillir ce que l'Occident peut avoir de bon *sans renier pour cela ses virtualités propres* ». Un nouvel humanisme à construire qui ne sera pas exactement semblable selon que l'Occident aura été apporté par les Portugais, les Français ou les Anglais, qui sera, certainement, bien différent de celui qui, laborieusement, se crée chez les négro-américains... les jeux n'y sont pas les mêmes !

Nos psychologues, ethnologues, sociologues y peuvent beaucoup : s'ils abandonnent les sujets faciles, trop faciles dont ils usent et abusent ;

s'ils s'abstiennent de juger, ce qui n'est pas leur rôle, qu'ils laissent la philosophie aux philosophes, la morale aux moralistes, la politique aux politiciens ;

s'ils n'oublient pas que, dans la vie sociale, et peut-être tout particulièrement en Afrique, entre le Rite et l'Outil, c'est toujours le Rite qui joue le plus grand rôle, le Rite, en somme le Jeu !

Mais comme l'écrivait Charles Le Cœur « nos savants trouvent plus rationnel de croire les hommes stupides que de les imaginer poètes ». Ce qui me rappelle un petit poème que Francis Jammes grava sur une canne qu'il offrait à un de ses amis :

« Un écureuil avait une
Rose dans la bouche. Un âne
Le traita de fou. »

* * *

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons suivi avec un vif intérêt la communication de M. Charles Béart, avec ses différents aspects historiques, psychologiques et ethnographiques et même littéraires, appuyée sur une parfaite connaissance du milieu dont parlait notre conférencier. Cela nous donne une grande envie de lire « *Jeux et Jouets de l'Ouest africain* » qu'il a consacré à cette question et nous suggère aussi d'utiles réflexions sur un sujet plus profond qu'il ne paraît de prime abord.

Parler de la marelle ou de chat perché peut sembler futile mais écouter M. Charles Béart, permet de mesurer le comportement des sociétés humaines à partir de l'étude des jeux des enfants et des adultes. M. Béart nous l'a parfaitement démontré et nous le remercions d'avoir jeté un jour nouveau sur une question, à vrai dire, peu connue du grand public et pourtant digne de savants commentaires.

VARIATIONS SUR LA POLITIQUE ANTIPALUSTRE

par M. le Docteur Henry G. S. MORIN
de l'Institut Pasteur

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS,

Au moment de prendre la parole devant une assemblée aussi avertie, on se demande, une fois de plus, si le choix d'un tel sujet ne manifeste pas une audace qui touche à la présomption. En considérant, cependant, le nombre de faits importants mis en évidence au cours de ces vingt dernières années seulement, on peut espérer n'être pas réduit à rebattre des lieux communs trop désuets. L'accélération même de nos connaissances fait qu'il devient difficile d'en suivre la marche dans les domaines échappant à nos soucis quotidiens. Or, il est patent que la menace du paludisme n'est plus, pour les Européens en général, et même pour la plupart des citadins des grandes agglomérations de notre Communauté d'Outre Mer, aussi immédiate qu'elle pouvait l'être au temps où les plus jeunes même d'entre nous débutaient dans leur carrière coloniale. Le fléau sévit pourtant encore dans les masses populaires villageoises de la plupart des régions tropicales, en particulier dans cette Afrique noire, à laquelle nous attache cette dilection spéciale que portent à leurs enfants survivants les parents qui en ont déjà perdu plusieurs autres... C'est là peut être un motif suffisant d'espérer que puisse présenter, pour cette Compagnie, quelque intérêt à être entretenue des variations qui ont précédé et justifient l'adoption de la politique d'éradication, actuellement préconisée par l'Organisation Mondiale de la Santé.

* * *

Sans risquer d'être accusé de remonter au déluge, puisque ces faits datent d'un siècle à peine, on peut, sans doute, rappeler que notre conception de la maladie, en général, et singulièrement du paludisme se bornait, au début, à l'empirique observation de patients et de traitements individuels. Elle n'est devenue plus objective que lorsque des constatations d'autopsie furent possibles.

C'est cependant de Pasteur que date l'éveil du souci étiologique, c'est-à-dire de la cause du phénomène pathologique, bientôt suivi du souci pathogénique, soit du mode d'action de l'agent causal et notamment du mode de transfert de cet agent du sujet malade au sujet sain, à son entourage en un mot.

Du souci de mieux comprendre le cas individuel pour le mieux guérir la médecine moderne passe peu à peu au souci de mieux comprendre le cas collectif pour mieux prévenir la maladie individuelle. Suivant que la prévention s'exerce contre l'agent causal ou contre l'agent intermédiaire, plus ou moins indispensable entre deux individus, elle revêt deux aspects également logiques mais aussi dissemblables que : vaccinations ou médications spécifiques d'une part, assainissements du milieu de l'autre tels que épuration des eaux de boisson ou de matières usées, lutte contre les agents vecteurs etc...

Le paludisme ainsi que chacun sait a pour cause première un parasite des globules rouges découvert par Alphonse Laveran à Constantine en 1878. Cet hématozoaire dont les italiens Golgi, Bignani et l'Américain Mac Callum entre autres précisèrent les variétés et les premières phases évolutives étudiées chez l'homme s'avéra un parasite *obligatoire*, c'est-à-dire incapable de subsister dans le milieu extérieur. En 1897 Ronald Ross médecin anglais de l'Armée des Indes montra que certains moustiques, après s'être gorgés de sang sur un paludéen, pouvaient contracter, du même germe, une infection qui, lorsqu'elle atteint leurs glandes salivaires rend ces insectes capables d'inoculer le paludisme à un individu sain. Enfin, en 1900, Grassi démontra que cette transmission était l'apanage exclusif du genre Anophèle dont les larves sont toujours aquatiques.

Tels sont, en abrégé, les termes essentiels de la charte de nos connaissances de base sur le paludisme. La prévention ne peut donc s'exercer : ou directement par destruction de l'hématozoaire lui-même chez l'homme infecté, ou indirectement — soit par destruction de l'insecte vecteur, soit par interruption des rapports entre anophèles et homme. Sur les avis d'hygiénistes également compétents la prophylaxie du paludisme a considérablement varié dans ses méthodes, en suite même des succès obtenus par recours à tel autre procédé. Pour des raisons économiques évidentes l'application *simultanée* de moyens directs et indirects n'était possible que dans des cas isolés, trop particuliers pour les solutions collectives désirées.

Car il faut tout de suite noter que la protection d'un individu isolé ne pose plus guère, scientifiquement parlant, de problème depuis près de cinquante ans. En utilisant avec discernement à la fois une médication spécifique et une attentive protection mécanique, n'importe quel sujet éclairé, en n'importe quel pays, peut

réduire à un risque presque négligeable de mort ou de maladie palustre grave, ce qui constituait autrefois la rançon presque inévitable des avantages — surtout vantés par ceux qui n'y participaient que du plus loin possible — de la vie en brousse tropicale. Cela implique cependant des ressources matérielles suffisantes, car le prix de revient par tête et par an, de semblables précautions grèverait probablement de façon excessive le revenu de la majorité des habitants en milieu paludéen, parmi lesquels, il faut bien l'avouer, bien peu seraient assez pénétrés de ces notions pour y consacrer une proportion adéquate de leur budget personnel.

Au paupérisme sanitaire que représente une zone d'endémie palustre on ne peut donc remédier, comme à toute indigence sociale, que par une modification, économiquement acceptable, des facteurs d'entretien d'une telle indigence.

En ce domaine, comme en bien d'autres, un souci social a dominé ce demi siècle, auquel cependant n'ont pas manqué, par la suite, les accusations de stupidité et d'égoïsme de la part même des premiers bénéficiaires de ses recherches, tant l'expérience de la médecine collective peut souvent ressembler à celui de la pratique de la clientèle... On peut donc bien parler de *politique* antipalustre pour caractériser l'ensemble, en apparence disparate et hétérogène, des mesures prises toujours pour soulager la misère sanitaire des plus humbles.

* * *

Le choix des Latins fut évidemment logique : s'attaquer avant tout à la cause initiale de la maladie : l'hématozoaire. Ainsi le voulait aussi le grand bactériologiste allemand Koch. La tendance anglosaxonne, d'instinct plus pragmatique fut de s'opposer à la diffusion de la maladie par un moyen détourné, mais dont l'efficacité faisait sa preuve dans la prévention d'une maladie de germe causal inconnu : la fièvre jaune.

L'origine en effet des mesures dirigées contre l'anophèle à son stade larvaire mérite d'être rappelée car elle est peu connue en France. Aussitôt après la conquête de Cuba par les Etats-Unis, un médecin militaire Gorgas fut chargé de débarasser La Havane de la fièvre jaune qui dévastait la cité. Avec toute la rigueur que permettaient les circonstances d'une occupation militaire les moindres collections d'eau furent supprimées ou traitées de telle sorte que les moustiques ne puissent s'y reproduire. En fin de campagne, Gorgas, en épidémiologiste consciencieux, fit relever tous les cas de fièvre observés par les médecins praticiens. Il pensait ainsi s'assurer que la fièvre jaune avait effectivement disparu, mais il s'attendait à se voir signalés de très nombreux cas de paludisme qui lui aussi sévis-

sait à l'état endémique. A son grand étonnement il dut constater que la « malaria » comme la nomment les médecins de langue anglaise, avait, elle aussi, rétrocedé de façon massive. Instruit par cette expérience, lorsqu'il fut choisi par Th. Roosevelt pour diriger les services sanitaires du Canal de Panama, il réussit à triompher, avec l'aide de l'Ingénieur Leprince, de l'insalubrité de la zone, cause majeure de l'échec de ses prédécesseurs. Ce fait devait valoir aux techniques-employées-là un prestige incomparable que les succès, spectaculaires et d'ailleurs presque aussi dispendieux, de Ross à Ismaïlia notamment, ne firent que renforcer encore dans tous les pays de langue anglaise.

En revanche, des Italiens (Marchiafava) frappés du recul de l'endémie dans certaines régions par la simple mise en valeur du sol faisaient du relèvement économique général par la « bonifica » le plus sûr préventif au paludisme populaire, selon le dicton local qui met dans la marmite le meilleur remède à la malaria et servait en particulier à Marchoux de leit motiv pour défendre cette autre méthode indirecte.

Les pays méditerranéens cependant gardaient leur préférence à l'attaque directe de l'hématozoaire par la quinine à cause des succès plus réguliers de cette méthode dont les plus marquants furent, après la réduction massive de la mortalité et de la morbidité palustre en Italie (Celli) en Algérie, la démonstration magistrale par les frères Sergent de la valeur stratégique de la quininisation préventive à l'armée d'Orient. Cette mesure instituée par Maillot lors de la conquête de l'Algérie avait à ce point transformé la situation sanitaire de nos troupes qu'elle avait été généralisée dans toutes nos possessions d'Outre-Mer, où, à juste titre, elle était considérée comme le b-a, ba de toute prévention antipalustre. On pouvait pourtant dès ce moment douter qu'elle en fût aussi comme certains outranciers l'auraient voulu, l'alpha et l'oméga... en considérant seulement la charge importante que constituait pour le pays le paludisme des rapatriés. D'ailleurs l'attention, en France était attirée par Ravaut, Abrami, Rieux entre autres sur l'intérêt des traitements complets jusqu'à déparasitation des malades. Enfin, dans les pays voisins de l'Indochine se développait, sous la seule protection de mesures antilarvaires une économie de plus en plus prospère dans des régions d'insalubrité cependant légendaire. On mesurait là la distance qui séparait les deux politiques antipalustres.

* * *

A vrai dire, comme on peut s'en rendre compte lors des débats qui agitèrent le second Congrès International du Paludisme tenu à Alger en 1930 les tenants de l'une et l'autre méthode avaient eu

affaire à des situations très différentes. Dans toute la région méditerranéenne par exemple, le paludisme, conformément à l'étymologie était très généralement une maladie de marais et de terres basses, affectant des populations très pauvres et sa prophylaxie une question d'intérêt national évidemment, mais à longue échéance, pour des administrations sanitaires ne disposant que de ressources limitées. En Amérique au contraire, comme dans beaucoup de colonies britanniques et hollandaises le problème avait été de maintenir en activité rentable dans une région malsaine des collectivités relativement peu nombreuses, disposant de ressources assez abondantes mais contraintes par définition à obtenir dans les délais les plus courts un succès au moins statistique et pratique. De plus l'endémie palustre la plus authentique sévissait en zone tropicale dans les sites les plus variés : collines, forêts, parfois beaucoup plus sévèrement touchées que les régions basses adjacentes.

Enfin des recherches entomologiques poursuivies très activement par des médecins coloniaux anglais surtout (Stephens, Bentley, Christophers etc...) révélaient la multiplicité des espèces tropicales du genre anophèle, ainsi que leur capacité très diverse à véhiculer l'hématozoaire, au moins dans les conditions naturelles. Or, chacune de ces espèces se distingue des autres, non seulement par sa morphologie, mais aussi par sa biologie et notamment par un choix, parfois très exclusif, de lieux de ponte différents. A côté d'espèces vectrices dangereuses gîtant dans des ruisseaux, d'autres très rarement infectées ne pondaient que dans des eaux stagnantes, et pourtant ne jouaient pratiquement aucun rôle important dans la diffusion de la maladie. Ainsi s'expliquait le paradoxe du paludisme d'eaux courantes. Ainsi s'esquissait une épidémiologie basée sur l'identification du vecteur majeur local et l'étude de son comportement et, par conséquence immédiate, la possibilité fréquente d'une prévention axée sur la destruction des larves de cette seule espèce. Cela constituait souvent une simplification pratique considérable. (Prophylaxie spécifique Swellengrebel).

Cette méthode, industrielle en quelque sorte de prophylaxie se répandit, notamment en Extrême Orient, partout où le souci préventif portait sur des points d'intérêt économique ou stratégique immédiat. (Production de denrées chères nécessitant une main-d'œuvre nombreuse thé, caoutchouc, étain ou bases militaires etc...) lorsque une étude entomologique préalable avait permis d'élucider le processus local de la transmission. C'est ainsi que dès 1901, la lutte antilarvaire spécifique instituée par Malcolm Wastson s'était rapidement imposée dans toute la péninsule malaise. Une politique semblable fut adoptée par de nombreuses Sociétés d'exploitations agricoles à Java, à Sumatra, en Annam, etc...

* * *

Cependant, en d'autres régions, des Indes par exemple, certains insuccès conduisirent (James) à revenir sur les avantages de la méthode directe pour des effets vraiment populaires. Aussi l'orientation sociale des soucis de l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations poussait-elle ses experts à rechercher, dès 1930, la solution la mieux appropriée aux pays pauvres dans de nouveaux perfectionnements de l'attaque directe. Guérir le plus possible de paludéens, au prix le plus bas, semblait le moyen le plus efficace de combattre le paludisme rural de l'après guerre qui dévastait l'Europe elle-même à ce moment. A cet égard, l'œuvre de de Buen en Espagne devait retenir l'attention. En créant tout un réseau de dispensaires ruraux, dont l'action immédiate était amplifiée encore par l'éducation sanitaire qu'ils répandaient, il était arrivé en quatre ou cinq ans à peine à transformer la situation sanitaire jusque dans les régions les plus deshéritées d'un pays déjà frémissant des premiers frissons de la révolution qui allait l'ensanglanter. D'un autre côté, l'Organisation d'Hygiène suivait, aidait et encourageait tous les progrès de la fabrication des synthétiques destinés à suppléer la quinine. Tant au laboratoire que sur le terrain, de nombreuses expériences étaient menées pour établir la valeur exacte de chacun des nouveaux produits. Cette entreprise avait un double but. Avant tout éviter le retour de la pénurie de spécifique antipalustre dont trop de pays avaient souffert pendant la guerre 14-18 du fait d'un monopole pratique de la quinine résultant de la localisation trop exclusive de la culture du *Cinchona Ledgeriana* que M. Yersin s'efforçait à peine d'acclimater en Indochine.

D'autre part, de nombreuses observations tendaient à souligner les limitations des effets du précieux alcaloïde. Comme on le sait l'anophèle ne s'infecte que grâce à la forme sexuée de l'Hématozoaire le *gamète*. Dans le sang des fébricitants on trouve surtout les formes asexuées ou *schizontes* dont le cycle commande le retour des accès périodiques. Les gamètes au contraire, en général plus rares, n'apparaissent en nombre que lors du décours de la phase aiguë de la maladie, sans qu'aucun symptôme ne révèle leur présence. C'est pourtant à ce moment que le sujet infecté devient le plus susceptible de contaminer le moustique. Le gamète a donc un intérêt tout spécial au point de vue prévention. Or, il est beaucoup plus résistant, à la quinine en particulier, que le schizonte. Un médicament plus radicalement actif sur le gamète que la quinine prenait donc une valeur éminente quant à la prévention.

Ces données suffisent à justifier l'activité avec laquelle furent alors poussées les investigations chimiques et les inoculations expérimentales. Ces dernières, en produisant des accès de fièvre se

trouvaient avoir des effets bénéfiques dans la cure d'une affection cérébrale, la paralysie générale jusqu'alors implacablement progressive. Cela permit des observations de valeur sur des nombres auparavant insoupçonnés de patients humains et d'anophèles.

Aussi, à la veille de la seconde Guerre mondiale, un très fort courant d'opinion se dessinait-il en faveur du recours de plus en plus large à la chimie prophylaxie par synthétiques pour la protection de masse des populations rurales les plus pauvres.

On put voir en Indochine un bon exemple de cette évolution. Dès 1928, des mesures antilarvaires extensives suggérées par l'Institut Pasteur, avaient connu, parmi les planteurs de caoutchouc notamment, une popularité dont les échos parvinrent jusque dans cette enceinte. En 1937 cependant l'introduction dans le commerce local de synthétiques excellents et de prix modéré fit de plus en plus substituer ces produits à la quinine, en raison, à la fois de leur efficacité et de la commodité de leur distribution hebdomadaire au lieu d'être quotidienne. Un état sanitaire de la main-d'œuvre, désormais satisfaisant, détournait l'attention de l'entretien et du pétrolage des drains, tandis qu'un service médical, de mieux en mieux outillé et organisé l'attirait au contraire sur la thérapeutique. Le mazout d'importation étrangère devenait plus rare. Les synthétiques français étaient en plein essor de production et de perfectionnement. Enfin des soucis politiques croissants portaient l'administration sanitaire à montrer un intérêt de plus en plus marqué aux aspects sociaux et démographiques de l'endémie. Sans nier le progrès économique accompli par la méthode indirecte, elle en soulignait les limitations quant au village et tendait à orienter sa politique vers une action directe dont les synthétiques semblaient offrir le moyen aisé et immédiat.

* * *

Une conférence intergouvernementale des pays d'Extrême Orient fut tenue à Bandoeng, sous les auspices de l'Organisation d'Hygiène en 1937. L'auteur de ces lignes y était chargé de présenter un rapport sur la prévention du paludisme en milieu rural. Le danger évident de généralisations imprudentes lui était apparu au cours de ses visites à de nombreux champs de travail antipalustre dans cette partie du monde. Aussi s'attachait-il, avant tout, à préciser l'aspect sociologique du problème.

Dans le cas d'une communauté organisée et encadrée (effectif d'un corps de troupe ou de police, personnel d'une exploitation agricole ou industrielle importante) la possibilité d'une prévention effective étant incontestable, avec les moyens modernes, la responsabilité en devait revenir à l'autorité dirigeante sur conseil d'ex-

pert. Ce point de vue était celui des établissements anglais de Malaisie, des établissements hollandais de l'Archipel de la Sonde et enfin du Gouvernement de la Cochinchine où une législation du travail imposait aux grandes exploitations privées les mesures de protection antipalustre collective reconnues comme les plus efficaces localement, par le Service de Santé. Cette réglementation était strictement appliquée en Malaisie et à Hong Kong aux entreprises publiques elles-mêmes (Chantiers de travaux publics, Chemins de Fer, ateliers et constructions de la Marine et de l'Armée). En territoire d'obédience néerlandaise, si le secteur privé était très surveillé, le secteur public bénéficiait de beaucoup plus d'indulgence. Il en était de même de l'Indochine en général. Là, comme aux Indes d'ailleurs, la diversité des situations et des solutions possibles n'avait pas paru justifier une décision assez précise pour en demander l'application générale obligatoire.

Restait le second groupe, le plus important numériquement, celui des communautés rurales échappant à tout encadrement immédiat et ne disposant d'aucune des ressources techniques ou financières indispensables à l'organisation d'une prévention systématique de l'endémie. Il fallait bien reconnaître là notre relative impuissance devant la menace d'un fléau qui pourtant s'étendait sur 80 % de la population des pays d'Extrême Orient et à la partie de la population la plus importante quant à la production vivrière. Pour nourrir à coup sûr des peuples en constante expansion démographique, il fallait, avant tout ne plus laisser les cultivateurs être décimés par le paludisme, ou mis en tel état d'infériorité qu'ils désertent leurs champs pour des villes ou des exploitations de type industriel que des extrémistes dénonçaient déjà comme les citadelles du capitalisme étranger.

En présence de telles masses on ne pouvait guère tabler sur des distributions indiscriminées de médicaments. En l'absence de contrôles, souvent impossibles à une telle échelle, les produits les plus efficaces risquaient d'être dilapidés au seul profit d'une minorité commerçante, au point d'aboutir à des dépenses excessives pour les gouvernements, sans bénéfice appréciable pour l'ensemble de la population.

Une solution tentante était celle des dispensaires ruraux, mais outre la difficulté de recruter et de former le très nombreux personnel, qualifié à la fois par ses connaissances techniques et par l'intimité de ses relations avec la paysannerie, la perspective de créer dans les campagnes un ensemble de foyers d'action populaire aussi dynamiques et enthousiastes que ceux éveillés par de Buen dans son pays n'était pas sans soulever éventuellement des difficultés politiques auxquelles l'entreprise espagnole avait fini par succomber.

Aussi la Conférence se borna-t-elle, prudemment, à recommander la plus large diffusion dans les campagnes impaludées de procédés

antilarvaires très peu coûteux, mais dont l'efficacité dépend du soin avec lequel ils sont appliqués (désherbages périodiques, balayages, intermittents des collections d'eau par éclusages à vidange périodique, dénaturation des eaux des gîtes par fumier, débris végétaux décomposés etc...). A part des circonstances très particulières, en ce qui concerne le village, de telles inventions dénotent chez leurs auteurs plus d'excellentes intentions que de connaissances des conditions pratiques et sont à ranger dans la même catégorie que la proposition, parfois émise, de faire planter un pied de quinquina auprès de chaque case pour assurer à la famille un ravitaillement permanent en écorce salvatrice.

Il faut bien reconnaître d'ailleurs que l'efficacité des mesures antilarvaires est liée à des données précises du problème local. Logiques, lorsque la surface des eaux à contrôler est relativement réduite, du fait des exigences strictes du vecteur et que la transmission est assez pérenne pour justifier une protection permanente, ces mesures deviennent de plus en plus discutables dès que la surface des eaux potentiellement dangereuses augmente par rapport à la population, surtout si le paludisme ne sévit que de façon saisonnière.

Or, ce dernier cas est exactement ce que l'on observe en bien des terres basses des Indes, de Ceylan de la Chine méridionale ou de l'Indochine et des Iles de la Sonde où le paludisme sévit surtout sous forme épidémique à intervalles irréguliers. Un cas tout à fait représentatif était celui d'une région tempérée de l'Afrique du Sud où après une saison sèche pendant laquelle on ne dépistait que peu ou pas de paludisme, et pas d'anophèles, les premières pluies étaient en quelques jours suivies d'une pullulation de larves très abondante dans les moindres flaques d'eau, sur des hectares, autour de misérables villages de quelques huttes où sévissait un mois plus tard une grave épidémie annuelle de paludisme. En présence de cette situation, si fréquente en Afrique, un praticien anglais, Park Ross imagina de pulvériser dans l'intérieur des cases une solution de pyrèthre. On sait en effet que seules piquent les anophèles femelles sur le point de pondre. Tuer un tel insecte est évidemment plus rentable que de détruire sa larve. Comme un grand nombre de moustiques pénètrent de nuit dans les habitations pour s'y nourrir plus aisément sur les individus endormis on pouvait espérer logiquement de l'opération les bons effets qu'elle eut dans ces circonstances particulièrement difficiles. Pourtant le succès demeura limité malgré l'intérêt considérable qu'il éveilla chez les paludologues.

* * *

En effet, l'avantage du nouveau procédé était de porter non plus sur un anophèle quelconque, ni sur une espèce potentiellement

dangereuse, mais sur le vecteur lui-même au moment précis où il allait devenir dangereux. Il est expérimentalement établi que l'anophèle qui s'est infecté par un repas de sang sur un paludéen devient susceptible de transmettre que dix à douze jours plus tard, délai nécessaire à ce que l'hématozoaire ait atteint les glandes salivaires. En somme au lieu de viser l'hématozoaire causal ou le moustique vecteur, l'attaque s'adressait cette fois à leur point de conjonction, au nœud de la transmission, c'est-à-dire de la contagion.

Or, il est un fait qui peut échapper à une observation superficielle mais se révèle constamment à l'enquête épidémiologique la plus élémentaire c'est l'énorme prépondérance, l'immense majorité, parmi les observations de malades, dans un foyer de paludisme en activité des cas *nouveaux*, c'est-à-dire récemment contractés sur place. Que pour une cause naturelle — changement de saison par exemple — le nombre des contaminations immédiates devienne plus rare et le paludisme semble s'évanouir et disparaître progressivement. Lorsque semblable effet suit une action prophylactique la comparaison qui s'impose à l'esprit est celle du drainage.

Après le plus attentif drainage on peut encore retrouver ça et là à la surface du sol quelques flaques d'eau résiduelles. Mais l'agronome expérimenté sait que, même si ces imperfections ne sont pas naturellement éphémères, un aménagement simple et très localisé en viendra à bout aussi aisément maintenant, qu'il était quasi impossible de les traiter efficacement et de façon durable avant le drainage général.

Tout comme l'agronome est en droit de déclarer asséché définitivement le terrain bien drainé, l'épidémiologiste peut affirmer la disparition de l'endémie dès que la transmission est stoppée, c'est-à-dire que nul cas nouveau, contracté sur place n'est plus observé.

Il sait, en effet, que dans ces conditions la plupart des cas anciens (récidives et rechutes) disparaissent spontanément en deux ou trois ans. Un petit nombre seulement nécessitera une cure individuelle, mais aucun danger ne persiste pour l'entourage puisque la contagion a cessé de pouvoir s'exercer, non pas seulement parce que « le seuil de danger anophélien » de Sergent a été abaissé, mais parce qu'il a été abaissé en un point spécialement efficace. La puissance et la portée sociale de la méthode indirecte se doublent ici d'une exactitude d'application qui réalise avec la précision de la méthode directe tout en présentant moins de difficulté pratique, car il est évidemment plus aisé de traiter toutes les maisons que tous les individus.

Malheureusement, les expériences de contrôle entreprises immédiatement aux Indes par le Dr Paul Russell de la Fondation Rockefeller, par Sir Gordon Covell de l'Institut du Paludisme de Delhi et par D. K. Vishwanathan et Rao à Bombay donnèrent des résultats décourageants. Il eût fallu pulvériser les maisons chaque jour

car le pyrèthre dont l'effet léthal est foudroyant, mais éphémère, n'agit pas plus de quelques minutes, une heure ou deux à peine, après son application sur les murs. Ce produit, au surplus coûteux excellent pour parfaire la sécurité d'une maison grillagée entre les mains d'une ménagère soigneuse ne pouvait servir à protéger les masures de villageois insouciantes. Il s'agissait encore d'un procédé de luxe.

* * *

Ainsi, à la veille de la deuxième grande guerre en 1939, en même temps que l'importance du paludisme rural s'imposait à l'attention, les perspectives de sa prévention restaient singulièrement restreintes. Ni les méthodes directes, ni les procédés indirects de prophylaxie ne semblaient susceptibles de fournir au village les effets de masse cependant particulièrement désirables dans ce milieu si peuplé, car, soit le traitement de l'individu, soit l'aménagement de son entourage y soulèvent des difficultés plus grandes que partout ailleurs. Un état défectueux de nutrition peut y réduire les capacités de résistance naturelles de l'organisme comme un type d'habitation y peut favoriser entre hommes et anophèles cette intimité et cette permanence de relations dont mon maître Roubaud a montré qu'elles sont la raison d'être de tout foyer palustre. Or, la diversité même des facteurs qui peuvent entrer en jeu à cet égard est telle que, seule une étude scientifique préalable des conditions locales peut garantir une prévention efficace que l'on ne voit par conséquent pas la possibilité d'assurer au village. Evidemment, toute élévation du niveau de vie en améliorant soit la nutrition, soit l'habitat ou les deux à la fois concourt à la prévention du paludisme. Mais comme cette maladie réduit toujours les capacités de production et de progrès matériel, les légitimes revendications du prolétariat paludéens rural restaient à la fois les plus urgentes et les plus difficiles à satisfaire.

Comment donc les péripéties d'un conflit planétaire allaient-elles transformer ces conclusions moroses en cette déclaration hardie de l'Organisation Mondiale de la Santé qui, sous la forme d'un plan d'action généralisée, prend déjà des accents de victoire et propose au monde dès 1955, à la suggestion de ses experts les plus compétents, non plus la lutte contre le fléau, mais son éradication, son élimination définitive. C'est ce que l'on va essayer maintenant d'expliquer le plus brièvement possible.

* * *

Les circonstances de guerre permettent toujours le recueil en masse d'observations médicales impossible en tel nombre en temps

de paix. Entreprise d'emblée sur le plan mondial la deuxième grande guerre devait fournir aux Etats-Unis l'occasion de manifester les remarquables capacités d'organisation qui caractérisent beaucoup d'activités de ce pays. En effet la statistique des armées montra précocement que le nombre des indisponibilités dues à des maladies transmises par piqûres d'insectes était, à lui seul, très supérieur au total des indisponibilités de toutes autres causes sur l'ensemble des effectifs américains engagés dans le monde entier. Immédiatement créé à cet effet un service de recherches comprenant laboratoires de chimie et laboratoires d'entomologie entreprit une étude de tous les insecticides connus ou possibles. Parmi des milliers de produits comparés suivant une méthode rigoureuse fut ainsi sélectionné le Di chlore — diphenyl — trichloréthane (D. D. T.) composé étudié en 1939 par un chimiste suisse Muller mais dont les qualités éminentes ne furent mises en lumière que près d'un siècle après sa première synthèse (1874).

Employé d'abord, à imprégner les vêtements d'uniforme, le D. D. T. fut utilisé rapidement en poudrages, en solutions pour aspersion et on alla jusqu'à en charger des projectiles. De sorte que pour la conquête des régions insalubres cet insecticide, arme secrète d'un nouveau genre, joua un rôle important. L'effet des aspersions murales en s'avérant durable « rémanent » permit ensuite d'envi-sager, aux moindres frais, une protection relativement prolongée des cantonnements de troupes pendant la période d'occupation immédiate du terrain conquis.

Tout naturellement à la phase de la reconstruction il y fut encore fait recours pour empêcher, dans les pays dévastés par les hostilités, le retour offensif, classique dans ces conditions, des maladies transmises par les insectes, typhus et paludisme en particulier. En effet contrairement au pyrèthre le DDT aspergé sur les parois des maisons en dosage suffisant peut les imprégner de façon si durable que tous les insectes qui s'y posent sont tués par simple contact pendant six mois et parfois plus, après une opération bien faite.

Le procédé, répandu par les troupes alliées, connut de ce fait une diffusion très rapide et souleva par ses résultats l'enthousiasme de la plupart des observateurs qualifiés dans les pays impaludés. Drainer ainsi d'un seul coup le paludisme, et cela par un procédé en apparence aussi facile à mettre en œuvre que le chauffage des murs, si souvent pratiqué pour désinfecter des locaux, telle est la perspective la plus brillante de la politique antipalustre au moment de la fin de la grande Guerre. Perspective grandiose bien à l'échelle de la Charte de la Santé proclamée comme le droit naturel de tout être humain au bien être physique et moral. Après avoir, comme autre-fois la France, déclaré la paix au monde, les Nations Unies lui déclarent aussi la santé. L'Organisation Mondiale de la Santé,

créée à cet effet, inscrit à son programme en première ligne la lutte contre les maladies transmissibles donc évitables, au premier rang desquelles la statistique indiquait dans l'ensemble de la planète avant même la tuberculose le paludisme (1948).

Un succès dépassant toutes les prévisions les plus optimistes couronna les premières applications de la méthode, tant en Asie qu'en Amérique et en Europe, jusque dans les campagnes, car un facteur inattendu jouait en sa faveur. La destruction en masse de toute la vermine domestique en améliorant immédiatement le bien être des usagers entraînait souvent de leur part une participation effective et précoce aux opérations dont on en était parfois requis d'étendre le rayon d'action plus rapidement encore que matériellement possible. On put croire un moment que l'on tenait là la panacée universelle au fléau ancestral, puisqu'il suffisait, semblait-il, de disposer des quantités suffisantes de DDT — produit manufacturable en masse — pour faire disparaître le paludisme de régions peuplées de centaines de milliers de paysans.

Mais l'extension même des campagnes d'aspersions domestiques mettait alors en lumière, dès 1954, une cause inattendue de limitation à craindre de leurs effets : le développement possible d'une résistance des anophèles aux insecticides. Le procédé de prévention le plus puissant dont nous disposons aujourd'hui court de ce fait un risque qu'il serait imprudent de méconnaître. La généralisation de cette résistance demande cependant des délais qui, jusqu'ici ont permis de se prémunir contre leurs conséquences prophylactiques. Il n'en reste pas moins que si la nouvelle politique bénéficie d'un avantage, presque inconnu des précédentes, dans la puissance considérable, quoique parfois capricieuse, de la faveur populaire, elle doit inscrire à son passif la nécessité d'une exécution très soignée des mesures à un rythme accéléré — deux conditions particulièrement difficiles à remplir dans un milieu rural.

Ce dernier avatar — au sens étymologique du mot — de la politique antipalustre est issu d'une conception véritablement révolutionnaire dont par conséquent il serait prématuré de vouloir mesurer la portée après trois ans à peine d'expérience. Aux multiples essais de défense passive et provisoire, inspirés par la complexité même des situations il s'agit en effet de substituer une offensive généralisée visant à l'élimination universelle et définitive de l'endémie. Ce qui eût autrefois paru impensable ne l'est plus désormais grâce à un ensemble de techniques d'investigations et de contrôles, constamment perfectionnées par le labeur incessant de spécialistes du monde entier périodiquement réunis pour confronter les résultats de leur activité.

Une mise au point de l'état actuel d'avancement de cette entreprise par le Dr Candau directeur Général de l'Organisation Mon-

diale de la Santé fera, dans une prochaine séance, l'objet d'une présentation à laquelle le présent développement n'avait pour but que de servir d'introduction et de commentaire préalable.

Il n'est que temps maintenant de conclure pour ne pas abuser davantage de la bienveillante attention accordée à un sujet plus spécial et technique sans doute que ceux dont a coutume de s'entretenir cette Compagnie.

Le problème du paludisme cependant déborde si largement le domaine médical et sanitaire strict que l'éradication de l'endémie, déjà considérée par un certain nombre de pays comme une réalité très proche, reste pour tous les autres une de ces immenses espérances illuminant l'horizon d'une époque où trop de pessimistes ne veulent apercevoir que de sombres nuages annonciateurs des pires catastrophes économiques et sociales.

* * *

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions vivement notre excellent confrère M. le docteur Henry Morin de sa communication sur le paludisme. Nous en avons tous souffert, car nous sommes ici nombreux à avoir vécu outre-mer et à avoir connu les angoisses de la fièvre : aussi lui sommes-nous très reconnaissants d'avoir fait le point de la lutte antipalustre.

Un de nos confrères, M. Raoul Follereau, nous disait un jour qu'il avait écrit au Président Eisenhower et à M. Khroutchev pour demander à chacun le prix d'un avion de bombardement, c'est-à-dire 5 milliards et qu'avec ces 10 milliards, il se ferait fort de soigner tous les lépreux du monde, peut-être même de faire disparaître le fléau.

Pour ce qui est de la lutte antipalustre, où le rôle de nos médecins a été si efficace, je pense que nous pouvons féliciter le Docteur Morin de nous avoir mis au courant, dans un exposé clair et nourri de documentation, des efforts inlassables et complets que le monde scientifique international a mené pour hâter la destruction du fléau redoutable qu'est le paludisme.

PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. Henri POISSON. — Au moment où vient de naître la République Malgache, paraît un ouvrage « *Contributions à l'histoire de la Nation malgache* » de M. Pierre Boiteau, Conseiller de l'Union française, ancien Directeur du Jardin botanique à Tananarive, étude documentée, bien écrite et d'une lecture facile.

Il s'agit de l'histoire des habitants, depuis les temps les plus anciens (mais sans préhistoire actuellement connue comme en Afrique du Sud) jusqu'à l'époque présente, écrite par un militant d'extrême gauche convaincu, courageux et honnête dans ses idées. C'est dire dans quels sens les années d'administration française y sont présentées.

Or, à Madagascar, M. Pierre Boiteau n'a pas été qu'un homme politique, il a été, également, un botaniste de valeur qui a dirigé avec clairvoyance le Jardin botanique de Tananarive où, il faut l'avouer, il n'a pas toujours été compris par son administration. J'ai longuement travaillé avec lui et nous avons fondé ensemble la « Société des Amis du Zoo » qui a aidé heureusement la direction du Jardin. La franchise et la droiture de ses idées donnent à son livre une force qui se veut persuasive et qui, à ce titre, est susceptible de toucher le lecteur.

On a beaucoup écrit sur l'histoire, l'origine, la dispersion des races et des clans dans les différentes collectivités humaines de Madagascar ; chaque auteur en a interprété les diverses phases suivant son caractère et ses sentiments personnels. Les missionnaires, catholiques et protestants, chacun avec leurs croyances, les administrateurs civils, les militaires, voire même les historiens, suivant leurs situations, le temps et l'époque où ils ont écrit.

Boiteau a suivi de très près les mouvements sociaux qui se sont développés dans la Grande Ile et les événements qui se sont déroulés depuis une vingtaine d'années ; à son tour, il en écrit l'histoire avec son idéologie, exposée avec le courage qui lui est reconnu.

Ce travail peut ne pas plaire à tous les lecteurs ; il offre, cependant, de l'intérêt et mérite d'être lu, même si on ne partage pas les idées de M. Boiteau, je dirai presque, surtout si on ne les partage pas ; il permet en effet, à ceux qui ne connaissent pas cette « île lointaine » et ils sont plus nombreux qu'on le suppose — de comprendre le mouvement politique actuel avec ses aspirations et son évolution.

La nation malgache quoi qu'en pense M. Boiteau, n'est pas, à l'heure présente, du moins, une nation au sens véritable du terme qui suppose chez un peuple, cette communauté de sentiments, de mœurs, de conditions de vie et de travail qui, précisément, ne sont pas complètement

réalisées dans certaines régions de l'île. Les Malgaches ont encore beaucoup à observer et à apprendre. La « nation » dont parle M. Pierre Boiteau n'est, me semble-t-il, qu'à l'état du devenir. Ce « devenir » va certes, chaque jour, en s'amplifiant — et chacun de nous le souhaite — mais la jeune République pourra et devra encore tirer utilement profit de l'expérience et de l'égide affectueusement protectrice de la vieille République française.

* * *

M. Paul CARTON. — J'ai l'honneur de présenter quatre études du plus haut intérêt publiées par la Direction de l'Hydraulique et de l'Équipement Rural du Ministère de l'Algérie dans la série des *Travaux des Sections Pédologie et Agrologie* :

— *Relations entre la plante et le sol dans les rizières*, par J. Boulaine, Ingénieur Agronome, Docteur ès sciences, 31 pages, 5 figures, bibliographie de 33 publications ;

— *Observations sur le salant dans l'Ouest-Algérien*, par P. Simonneau, Docteur ès sciences, 30 pages, 17 photographies, bibliographie de 16 publications ;

— *Les Unités phytosociologiques des terrains salés de l'Ouest-Algérien*, par A. Dubuis, Professeur de Botanique, et P. Simonneau, Docteur ès sciences, 23 pages, 1 schéma, bibliographie de 11 publications ;

— *Le calcul en chaîne des valeurs foncières*, par L. Dumay, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, 31 pages, 11 figures.

Je remets ces quatre brochures à la bibliothèque de l'Académie, où elles pourront être consultées par tous ceux qu'intéressent l'agronomie de l'Algérie et des pays méditerranéens en général.

* * *

M. Raphaël BARQUISSAU. — Voici deux ouvrages très différents, mais qui témoignent tous deux de la vitalité de la culture française au Vietnam.

L'un est édité à Saïgon et signé d'un pseudonyme, Duc-Lang, ce qui porterait à croire que la parole n'est pas tout à fait libre là-bas. L'auteur est un professeur vietnamien ; la préface est d'un autre vietnamien, Tran-Cuu-Chan, docteur ès lettres et lauréat de l'Académie Française. Le sujet ? C'est précisément « *Le français et la culture vietnamienne* ». Les divers chapitres, écrits dans un français impeccable, étudient l'influence de notre langue et de nos écrivains sur les intellectuels de là-bas et les efforts qui ont été officiellement faits pour réduire la part de cette langue et de cette littérature dans l'enseignement, au profit de l'anglais, disons plus franchement au profit de l'américain. L'avenir dira si ces tentatives, inspirées par des préoccu-

pations, mettons économiques, n'ont pas été au détriment des futurs étudiants, qui continuent, en grand nombre, à venir se perfectionner dans nos Facultés ou dans les écoles de hautes études que nous continuons à entretenir sur place. Comme dit fort justement M. Duc-Lang, « la politique passe, la culture demeure ».

* * *

L'autre livre, qui vient de paraître à Paris aux Editions transpacifiques, est d'un jeune écrivain dont l'Académie Française a couronné cette année une Histoire des persécutions au Vietnam (il s'agit de persécutions religieuses dans le passé, — qu'on ne s'y méprenne pas...). M. Tran-Minh-Tiêt, dans cet ouvrage intitulé « *URSS-USA au service de la Démocratie* » étudie les avantages et les inconvénients de l'aide russo-chinoise apportée au Vietnam-Nord et de l'aide américaine apportée au Vietnam-Sud.

Cette étude très documentée et qui donne à réfléchir sur les chemine-ments visibles et invisibles de ces quinze dernières années, aboutit à un essai de synthèse d'un bloc du Sud-Est asiatique, indépendant du plan de Colombo comme du plan de Bandoeng, étayé à l'ouest par la Fédération arabe et par une Fédération africaine, à l'est par les Etats de l'Amérique latine, et propre à servir de contre-poids pacifique à la dangereuse et explosive pression des deux colosses mondiaux. Ce serait le pendant des Etats-Unis d'Europe, que l'auteur appelle de tous ses vœux.

Qu'on partage ou non ses vues, il faut rendre hommage à cet effort comme à ceux de tous les ouvriers de la paix.

* * *

M. P. LYAUTEY. — Le livre du Général André, « *Le Réveil des Nationalismes* » que je vous présente, est le fruit de très patientes études et de longues méditations. Il mérite une lecture attentive.

Aucun des problèmes de l'Asie n'a échappé à l'observation de l'auteur : Pakistan, Afghanistan, Iran, Inde, Turquie, avec la Chine et la Russie comme fond de tableau.

Dans la première partie, intitulée « La nouvelle évolution du monde », le Général André étudie, ensuite, les Etats Arabes, la Lybie, l'Egypte ainsi qu'Israël, enfin, les problèmes d'Afrique du Nord avec leurs perspectives sahariennes, ainsi que ceux de l'Afrique Noire.

Les chapitres consacrés à chacun des Etats sont remarquablement agencés. Tous les faits importants sont cités et analysés, puis, une synthèse particulièrement heureuse, permet à chaque fois, de fixer une fresque.

L'originalité de cet ouvrage réside aussi dans l'étude minutieuse des

mouvements de pensée, des évolutions religieuses, des philosophies, reliées en outre aux cultes célébrés dans le passé.

Au-dessus donc de toute une documentation, le livre s'élève, dès les premières pages et, au-delà des conceptions du marxisme, de l'eurasiatisme, de l'asiatisme, et, à l'ouest, de l'africanisme, de l'arabisme, de l'animisme et ainsi que de l'eurafrrique, le Général André s'attache à discerner les forces spirituelles nouvelles et leurs grands courants. La vie religieuse de l'Afrique, les élans spirituels, sont ainsi reliés les uns aux autres et ce livre, entre autres qualités, est une histoire du mouvement des âmes.

Préparé par sa carrière même à l'observation des grands phénomènes d'outre-mer, l'auteur a dégagé les thèmes essentiels de l'action de la France dans le passé. Il s'attache, aussi, à annoncer les événements qui suivront le grand élan français de mai 1958.

Il existe donc entre tous ces chapitres un lien puissant. Un même souffle anime le livre. Aussi lira-t-on avec intérêt son dernier chapitre sur les « chevaliers de l'esprit ».

Sans se borner à décrire la querelle des deux blocs du monde atlantique et du monde soviétique, de l'U. R. S. S. et des U. S. A., il discerne les évolutions du communisme et du syndicalisme. Le réveil de la spiritualité en France, est ainsi un phénomène dont il analyse les causes profondes et les répercussions dans le comportement de l'Afrique et de l'Asie à notre égard.

* * *

M. Stanislas REIZLER. — L'année dernière, Dakar a fêté ses cent ans. C'est le 25 mai 1857 que le C^{ne} de vaisseau Protet hissait pour la première fois le pavillon français sur le petit village de pêcheurs (une centaine d'hommes) de Dakar, c'est à l'archiviste-paléographe, chef de service des archives de l'A. O. F., M. Jacques Charpy, que Dakar doit d'avoir reçu le plus beau cadeau pour son centenaire. Nous avons déjà, grâce à un autre chartiste, M. Claude Faure une « *Histoire de la presqu'île du Cap vert et des origines de Dakar* » (Larose, 1914). Avec le monumental ouvrage de M. Charpy « *La fondation de Dakar* » le recueil complet des documents eux-mêmes, publiés intégralement et constituant la base même de cette histoire, ces documents inédits couvrant les vingt premières années de la vie de Dakar (1845 à 1867) ont été recueillis, au nombre de plus de 350, des fonds d'archives du Gouvernement général de Dakar, du ministère de la France d'outre-mer, du Gouvernement du Sénégal à Saint-Louis, de la mission catholique à Dakar, de la conservation de la propriété foncière à Dakar. Avec ces documents, nous sommes à la source même de l'histoire. Nous la vivons au jour le jour, avec les hommes mêmes qui l'ont faite : militaires, administratifs, commerçants locaux, milieux métropolitains, éléments indigènes. Tous les « fondateurs » de Dakar, de ses 20 premières années, au

nombre de près d'un millier, sont répertoriés, en conclusion, dans un précieux index alphabétique, où les Noirs d'aujourd'hui auront la fierté de relever leurs ancêtres, ayant travaillé en étroite collaboration avec les Blancs. Nombreux sont les Diagne, les Diop, les Diouf, les Faye, les Gueye, les M'Baye, les N'Diaye, etc. etc., à qui meilleur hommage ne pouvait être rendu. Voilà ce qu'il fallait mettre en lumière, sauver de l'oubli et du danger de destruction. Artisan de cette œuvre, M. J. Charpy, a bien mérité de l'histoire et de Dakar.

* * *

Oswald DURAND. — « Le 6 mars 1957, date marquante dans l'histoire de l'Afrique noire ; ce jour-là, en présence des représentants accrédités des principaux Etats du monde, la Gold-Coast disparaissait de la carte et le nouveau Ghana prenait la succession d'un lointain empire après une interruption de sept siècles. »

Ces faits — qui n'ont pas manqué de frapper ceux qui suivent l'évolution de l'Afrique noire — sont passés, il faut bien le dire, à peu près inaperçus de l'opinion française. Les lecteurs de la presse d'actualité n'en auront, sans doute, gardé que le souvenir d'une photographie montrant le Premier ministre noir, le Dr N'Krumah dansant avec la duchesse de Kent.

Or, la naissance du Ghana signifiait autre chose et d'autres que les Français surent prendre conscience de l'importance historique de cette transformation. Les Américains, les Russes, les Allemands, d'autres peuples encore, firent aussitôt un important effort de présence diplomatique et commerciale sur ce coin du continent noir et déjà sont nombreuses et très actives leurs missions de sociologues et d'économistes. C'est dire assez l'actualité et l'urgence des vues que M. Jacques Boyon expose dans son ouvrage *« Naissance d'un Etat africain : le Ghana »*.

M. Jacques Boyon, dans un minutieux travail de synthèse, a regroupé les problèmes économiques, sociaux, politiques du Ghana, ceux d'hier, comme ceux d'aujourd'hui, comme ceux de demain que l'on a trop souvent tendance à isoler quand il s'agit de pays sous-développés alors que c'est grâce à leur confluence qu'il est possible de dégager l'originalité des solutions mises en œuvre et le rythme particulier qu'Anglais et Africains ont su imposer à leurs relations. L'intérêt de ces questions ne vient pas seulement de l'expérience que vit, pour le présent, une communauté de 5 millions d'hommes ; cette expérience déborde très largement les frontières du Ghana car si elle engage l'avenir de toute l'Afrique anglaise, d'autres territoires africains — nous venons d'en voir un exemple ces derniers jours — ne négligent pas pour autant d'y tourner leurs regards. Et nous savons que des paris ont été ouverts. « Si le test est concluant, écrit M. Boyon, il sera difficile à l'Afrique de ne pas s'engager dans cette voie que le Ghana aura su frayer pour elle ».

M. Boyon a abordé la structure de chacun des problèmes après des recherches sur documents à Londres et au Ghana même. C'est dire que son étude est riche de qualités techniques. D'un style clair, malgré d'inévitables fourmillements de chiffres statistiques, le livre de M. Boyon permet de mieux comprendre les mouvements qui animent actuellement les sociétés noires, mouvements que notre Compagnie se doit de suivre avec une attention sans défaillance.

* * *

Oswald DURAND. — Avec une élogieuse et pertinente préface du Colonel Pierre Rondot, directeur du Centre des Hautes études d'administration musulmane — un des hommes les plus avertis, des problèmes du Moyen-Orient — vient de paraître chez Payot un excellent ouvrage de M. Jean-Jacques Berreby sur « *La Péninsule arabique, terre sainte de l'Islam et empire du pétrole* ».

En novembre 1956, l'affaire de Suez résonnant comme un gong sur le monde étonné, fit comprendre aux hommes que les problèmes de la péninsule arabique conditionnaient directement leur vie, leur confort et surtout constituaient une grave et permanente menace pour la paix, cette paix qu'ils réclament sans arrêt mais préparent si mal.

Pour nous, Français, la question nous apparut, soudain, particulièrement angoissante. C'est que la moitié environ de notre consommation de pétrole provient des régions brûlées de la rive arabe du golfe persique et que l'islam est devenu l'un des facteurs majeurs de toute notre politique intérieure et étrangère. Les U. S. A. ont fondé une partie de leur stratégie mondiale sur l'amitié, qu'ils espèrent fidèle, d'un roi bédouin et notre sort est, en quelque sorte, lié à cette stratégie quelque peu chancelante, il faut bien le dire. Les problèmes sociaux et politiques du panarabisme, ceux encore plus importants de l'évolution des Bédouins, au contact de la civilisation moderne, se posent donc, aujourd'hui en même temps que dans la péninsule arabique, en Afrique française et en même temps qu'en Arabie Séoudite, au Sahara français.

M. Jean-Jacques Berreby depuis quelques années se consacre au dépouillement méthodique des problèmes politiques, économiques et sociaux des pays arabes. Cinq ouvrages ont déjà consacré ses connaissances précises sur la péninsule arabique et sa thèse sur la « *Politique britannique en Arabie méridionale* » fut accueillie avec faveur par la critique. Nul n'était donc plus qualifié pour écrire la première étude objective sur ces questions du Moyen-Orient dont les incidences, nous le voyons chaque jour, rejaillissent fortement sur la politique internationale. Son travail doit devenir un livre de référence pour ceux que leur profession ou leur vie mettent en contact avec les Arabes et il sera lu avec un égal intérêt dans tous les milieux. Son analyse, chiffres

et documents à l'appui, des ressorts véritables des politiques et des rivalités des grandes puissances dans ces questions aussi enchevêtrées qu'un écheveau de laine dans les pattes d'un jeune chat, concrétisée par quelques retentissants exclusivismes, est vraiment passionnante à suivre ; les milieux diplomatiques et financiers, par ailleurs, ne pourront qu'être intéressés par la part de chances de la France qui peuvent rester encore très grandes si nous savons suivre attentivement ces problèmes, délicats certes, dans des pays dont l'hostilité ne semble être qu'apparente.

« *La Péninsule arabique* » livre réfléchi, solide, aux conclusions terriblement prophétiques, se lit comme un roman d'aventures. Quelle plus belle aventure, en effet, que le destin de la secrète Arabie, terre sainte de l'Islam, patrie de l'arabisme et surtout empire fabuleux du pétrole !

* * *

Oswald DURAND. — Notre confrère Eugène Guérnier dont la valeur des ouvrages et des travaux débordent largement le cadre étroit de nos frontières — après le « *Destin des continents* », « *Le Destin des échanges et des monnaies* », « *L'Apport de l'Afrique à la pensée humaine* » et, surtout, « *L'Afrique champ d'expansion de l'Europe* » que couronna le prix Monthyon de l'Académie française — offre aujourd'hui à notre bibliothèque, son dernier né « *Les Civilisations devant la paix* ».

Les idées-force que, depuis toujours, défend M. Eugène Guérnier avec autorité, intelligence et passion raisonnée dans les divers groupements qu'il préside ou devant ses élèves de l'Institut d'Etudes politiques de l'Université de Paris, apparaissent, dans sa nouvelle étude, aussi puissantes et étayées par d'aussi solides arguments. « Certaines institutions humaines sont perfectibles et de ce fait, aptes à créer une paix encore précaire ; aussi, la connaissance de la science des choses dont les concepts sont uniques et universels conduit l'homme à percevoir qu'il est lui-même perfectible et qu'il appartient, de ce fait, à une société dont l'unité et l'universalité sont patentes ». Voilà le problème posé. Et parfaitement posé. M. Eugène Guérnier l'a longtemps médité et ses arguments, pour en faire comprendre la haute valeur, reposent sur une irréfutable documentation. Sa théorie est celle de la société humaine qui ne peut arriver à la perfectibilité que si elle est soutenue par une volonté commune aidée par un renoncement de chacun. « Toute société, affirme-t-il avec pertinence, ne peut trouver d'équilibre que dans l'action. Celle-ci ne peut être engendrée et entretenue que dans un idéal fait de justice et, à condition expresse, que tous les hommes composant chaque société s'obstinent à ne rien faire qui ne soit conforme à la nature des hommes comme à la structure des choses ».

Tout serait à étudier devant vous dans cet ouvrage dense et à

l'écriture claire — qu'il s'agisse des grands chapitres qui étudient les civilisations entre la paix et la guerre, ou les sources de la paix, ou les institutions humaines ou de celui, étonnant par sa grandeur que M. Guernier intitule « Les forces de l'âme ». — Qu'il s'agisse encore de l'action créatrice de l'homme, de la perfectibilité spirituelle, de l'unité de la pensée, de l'homme devant le Droit ou devant l'Histoire ou encore des grands courants à caractère universel. Qu'il s'agisse, enfin, des grandes forces éminentes de la paix : l'amour et la liberté, partout on trouve le fruit précieux des méditations de M. Eugène Guernier.

Et cette somme immense de méditations — il n'y a pas d'autre terme pour définir l'étude de M. Guernier — cet inventaire d'idées plus riches les unes que les autres conduisent, enfin, l'auteur à rechercher le dénominateur commun aux religions basées sur l'amour et aux civilisations axées sur la liberté. M. Guernier appelle de tout ses vœux une paix une et universelle à bâtir à l'échelle planétaire et la révolution tant attendue, sortie, enfin, du monde emmuré, qui doit nous acheminer vers l'unité humaine.

Bien entendu, pour qu'un dialogue valable puisse s'établir entre civilisations ou religions, il est indispensable que soit, d'abord, institués la tolérance et le respect de la dignité de tous les hommes. « Et toute créature au sein de la seule Communauté universelle, tenue par la plus digne des ambitions, celle de tendre vers cette perfection même, pourra poursuivre sa vie dans un anoblissement continu, fruit d'un effort toujours soutenu ».

Dans sa préface, M. Guernier écrit modestement « ce travail, ne serait-il appelé à représenter dans la construction aux dimensions pyramidales que sera le futur édifice de la paix que la valeur d'un invisible grain de sable, ce rôle serait suffisant pour justifier l'effort de cette étude ».

Je ne suis pas de cet avis. Il m'apparaît à la lecture de cet ouvrage magistral que les thèses que M. Guernier a défendues et les conclusions qu'il a tirées font grandement honneur au philosophe qui les a méditées avec science, avec sagesse et surtout avec extraordinaire sérénité dans un monde qui se cherche, angoissé depuis des millénaires mais, cependant, confiant dans l'ultime sagesse des hommes.

* * *

Oswald DURAND. — Je vous signale dans le numéro de Noël, luxueusement édité par la « *Revue française* », une série d'articles documentaires — illustrés de fort belles photographies — concernant la Nouvelle-Calédonie, présentés par le Gouverneur Aimé Grimald, Haut-Commissaire de la République dans l'Océan pacifique et aux Nouvelles-Hébrides.

La Nouvelle-Calédonie, île de lumière, terre fortunée, constitue un

fécond foyer de rayonnement de notre pays, une marche lointaine et agissante fière d'appartenir au « grand ensemble français ».

* * *

Oswald DURAND. — Vous savez que nous n'avons jamais pu, à notre grand regret, entendre l'éloge que devait nous faire Ary Leblond de son cousin et prédécesseur à l'Académie Marius Leblond. Ary Leblond est mort en effet avant d'avoir pu le faire. En attendant que le successeur d'Ary Leblond nous parle de l'œuvre jumelée de nos deux confrères disparus, notre ami Raphaël Barquissau vient heureusement de rappeler dans une plaquette dense par la forme et l'esprit qui l'anime, la vie d'Ary Leblond. Je pense qu'en la déposant dans notre bibliothèque, nous rendrons un hommage nouveau aux deux figures si attachantes de Marius et d'Ary Leblond.

* * *

BIBLIOGRAPHIE

- BOITEAU (Pierre). — *Contribution à l'histoire de la Nation malgache*, 1958, in-8°, 431 pages. Aux Editions sociales, Paris (*Don des éditeurs*).
- BOULAIN (J.). — *Relations entre la plante et le sol dans les rizières*. Travaux des sections pédologie et agrologie. Bulletin n° 3-1957, 31 pages et 5 figures. Gouvernement général de l'Algérie.
- DUMAY (L.). — *Le calcul en chaîne des valeurs foncières*. Travaux des sections pédologie et agrologie. Bulletin n° 3-1957, 31 pages et 11 figures. Gouvernement général.
- SIMONNEAU (P.). — *Observations sur le salant dans l'Ouest-algérien*. Travaux des sections pédologie et agrologie. Bulletin, n° 3-1957 30 pages avec 17 photos. Gouvernement général de l'Algérie.
- DUBUIS (A.) et SIMONNEAU (P.). — *Les unités phytosociologiques des terrains salés de l'ouest-africain*. Travaux des sections pédologie et agrologie. Bulletin, n° 3-1957, 23 pages et 1 schéma. Gouvernement général de l'Algérie.
- VAN GRIEKEN (E.) et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS (Madeleine). — *Les archives inventoriées au Ministère des Colonies*, 1958, in-8°, 70 pages. Mémoire Tome XII, fasc. 2 de l'Académie royale des Sciences coloniales Bruxelles.
- BARRAU (J.). — *Subsistence agriculture in Melaneria*, 1958- in-8°, 111 pages avec reprod. photog. Publication du Museum d'Honolulu.
- VAN GRIEKEN-TAVERNIERS (M.). — *Inventaire des archives des affaires étrangères de l'Etat indépendant du Congo et du Ministère des*

- Colonies*, 1958, in-8°, 125 pages. Mémoire tome II, fasc. 2 de l'Académie royale des Sciences coloniales, Bruxelles.
- TRAN-MINH-TIET. — *URSS-USA au service de la Démocratie*, 1958, in-8°, 313 pages. Les Editions transpacifiques, Paris (*Don de l'auteur*).
- DUC-LANG. — *Le français et la culture vietnamienne*, 1952, in-4°, 65 pages. Imprimerie française d'Outre-Mer, Saïgon (*Don de l'auteur*).
- DELVAUX (J.). — *Effets mesurés des feux de brousse sur la forêt claire et les coupes à blanc dans la région d'Elisabethville (1950-51 à octobre 1955)*. Extrait du Bulletin agricole du Congo belge. Vol. XLIX, 1958, n° 3, pages 683 à 714.
- HULSTAERT (G.). — *Dictionnaire lomongo-français*. Publication du Musée royal du Congo belge. Tervuren Série, in-8°, 1957. Science de l'homme — linguistique — vol. 16, tome II.
- BOYON (J.). — *Naissance d'un Etat africain : le Ghana*, 1958, in-8°, 273 pages et une carte. Editions Armand Colin, Paris (*Dondes éditeurs*).
- BERREBY (J.-J.). — « *La péninsule arabe — Terre sainte de l'Islam — et empire du pétrole* », 1958, in-8°, 270 pages et 4 cartes. Edition Payot, Paris (*Don des éditeurs*).
- ANDRÉ (Général P. J.). — *Le réveil des nationalismes*, 1958, in-8°, 462 pages. Editions Berger-Levrault, Paris (*Don de l'auteur*).
- CHARPY (Jacques). — *La fondation de Dakar (1845-1857-1869)*, 1958, in-4°, 589 pages avec 30 illustrations et 9 plans. Editions Larose, Paris (*Don des éditeurs*).
- *** *La zone franc en 1957. Cinquième rapport annuel du Comité monétaire de la zone franc*, 1958, in-4°, 370 pages. Imprimerie nationale.
- *** *La Revue française (La Nouvelle-Calédonie)*. Numéro de Noël 1958, 100 pages avec nombreuses illustrations.
- COLLIGNON (Maurice). — *Atlas des fossiles caractéristiques de Madagascar (fascicule II)*. Editions du Service géologique de Madagascar.
- POUGNET (Robert). — *Notice explicative sur les feuilles Gaya-ouest et Nikki-ouest*. Carte géologique de reconnaissance de la Direction fédérale des Mines et géologie de l'A. O. F.
- AICARD (Pierre) et POUGNET (Robert). — *Notice explicative sur la feuille Parakou-ouest*. Carte géologique de reconnaissance de la Direction fédérale des Mines et géologiques de l'A. O. F.
- | | |
|--|-----------|
| Carte Maevatanana | 1/200.000 |
| Carte Ambilobe | 1/200.000 |
| Carte Ankazobé | 1/200.000 |
| Carte Bemaingiby et Ankotrofotsy | 1/100.000 |
| Carte Belo sur Tsiribihina et Berevo | 1/100.000 |

Carte Bezavona et Ambinda	1/100.000
Carte Mahabo et Andranomena	1/100.000
Carte Soatanimbary et Makay	1/100.000
Carte Mananjaka et Mandabe	1/100.000
Carte Belo sur Mer et Manometinay Morondava	1/100.000
Carte Ankilizato et Ankatoky	1/100.000
Carte Ankarimbelo et Ifanirea	1/100.000
Carte Tangainony-Vohipeno et Manakara	1/100.000
Carte Karianga-Evato	1/100.000
Carte Ambohimahamasina et Fort-Carnot	1/100.000
Carte Anketohy et Miandriavazo	1/100.000
Carte Vondrozo et Iara	1/100.000
Carte Sahasinaka et Ampasimanjeva	1/100.000
Carte Andranomadio et Malaimbandy	1/100.000
Carte Behamotra et Ampolipoly	1/100.000

(Ces cartes ont été établies et éditées par le Service géologique de Madagascar.)

DEVROEY (E. J.). — *Annuaire hydrologique du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, 1957, in-8°, 503 pages avec nombreux graphiques. Publication de l'Académie royale des Sciences coloniales Tome X, fasc. 1. Sciences techniques.

FOUQUET (Joseph). — *La traite des arachides dans le pays de Kaolack et ses conséquences économiques, sociales et juridiques*, 1958, in-8°, 261 pages. Publication de l'I. F. A. N. Dakar. Etudes sénégalaises, n° 8.

*** *L'Algérie surpeuplée, orientations pour une politique de population*, 1958, in-8°, 318 pages. Publication du Secrétariat social d'Alger.

*** *Les recherches du pétrole dans l'Union française en 1957, 1958*, in-4°, avec nombreuses cartes. Edition du « Journal des Carburants », 31, rue Le Peletier, Paris 9^e.

GUERNIER (Eugène). — *Les civilisations devant la Paix*, 1958, in-8°, 374 pages. Edition La Palatine, Paris-Genève (Don de l'auteur).

PONS (José). — *Relaciones entre grupos sanguineos y lineas dermopapilares en negros de la Guinea española*, 1958, in-8°, 32 pages.

VECIANA VILALDACH (Antonio de). — *La secta del Bwiti en la Guinea española*, 1958, in-8°, 63 pages avec dessins et plan.

SANCHO DE SOPRANIS (Hipolito). — *Las cofradías de morenos en Cadiz*, 1958, in-8°, 60 pages. (Les 3 publications ci-dessus sont présentées par l'Instituto de estudios africanos, Madrid).

BARQUISSAU (R.). — *L'œuvre de Marius-Ary Leblond*, 14 pages. *Bulletin* de l'Amicale des Réunionnais, janvier 1959, n° 3.

COMPTE RENDU
DE LA SÉANCE DU 9 JANVIER 1959

Séance ouverte à 15 h 5 sous la présidence de M. Raphaël BARQUISSAU.

Présents : MM. BARQUISSAU, J. P. ANDRÉ, MORIN, G. GIRARD, BARBERIS, POISSON, Jacques BARDOUX, Rév. P. TASTEVIN, ROMER, HUMBLLOT, GUERNIER, AUDISIO, BOUJARD, LÉMERY, LE BIGOT, BÉART, R. VITTOZ, PRICE-MARS, MARNEFFE, OSWALD DURAND.

Excusés : MM. DELAVIGNETTE, GAYET, LIORÉ, FURON, GISCARD d'ESTAING, BLONDEL, CARTON, INGOLD, JEAN MARIE, CHARBONNEAU, BARÉTY, M^{lle} QUINQUAUD.

* * *

Procès-verbal

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance du 19 décembre 1958.
Adopté sans observations.

* * *

Communications

M. Charles Béart expose « *l'Aspect social des jeux de l'ouest africain* » et M. le Docteur Henry G. S. Morin analyse les « *variations sur la politique antipalustre* ».

(Voir texte de ces deux communications pages 000 et 000 et suivantes).

* * *

Séance levée à 16 h 55.

ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

SÉANCE DU 23 JANVIER 1959

TRANSMISSION DE LA PRÉSIDENTENCE

En transmettant la Présidence à M. l'Inspecteur général Georges GAYET, M. le Gouverneur général Robert DELAVIGNETTE a prononcé le discours suivant :

MES CHERS CONFRÈRES,

L'ordre du jour appelle la transmission de la présidence, que je vais avoir l'honneur de passer à notre confrère et ami, M. l'Inspecteur général Georges Gayet.

Conformément à l'usage, avant de lui remettre les pouvoirs que vous aviez bien voulu me confier, je vais rappeler, très succinctement, l'activité de notre Compagnie au cours de l'année écoulée. Auparavant, permettez-moi d'évoquer la mémoire de ceux qui nous ont quittés. Tous ont apporté à notre Compagnie le prestige de leurs travaux dans les disciplines où s'assuraient leur compétence et leur autorité. Nous garderons fidèlement leur souvenir :

Jacques Ladreit de Lacharrière, sociologue et historien de l'Afrique du Nord ;

Madame Myriam Harry, femme de lettres, auteur de « *La petite fille de Jérusalem* » et de « *La divine chanson* » ;

Poultney Bigelow, associé étranger, professeur à l'Université de Boston ;

Ary Leblond, poète et romancier, ancien conservateur du Musée de la F. O. M., qui reçut, avec son cousin Marius Leblond, le prix Goncourt en 1905 ;

Le Général de Rendinger, écrivain ethnographe et collaborateur de la première heure du Maréchal Lyautey au Maroc ;

Le docteur Alain Leroy-Locke, titulaire de la chaire de philosophie et de sociologie à l'Université de Howard ;

Le docteur Gasser, ancien sénateur d'Oran, spécialiste des questions de politique étrangère.

Le colonel Augiéras, qui avait consacré son existence au Sahara où il s'était retiré dans sa solitude d'El Goléa ;

Le gouverneur général Berthier, grand administrateur, un des pionniers de notre installation à Madagascar, où il servit dès 1887 ;

Georges Talvas, ancien chancelier de résidence à Madagascar, écrivain et conférencier ;

Maurice Mercier, agrégé de l'Université, un des spécialistes les plus avertis de l'Afrique du Nord ;

René Pinon, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques, auteur d'études appréciées sur les questions de politique étrangère ;

Victor Cayla, qui consacra sa longue et laborieuse existence à des recherches sur l'agriculture tropicale ;

Le Révérend Père Lejay, ancien directeur de l'Observatoire de Zi-Ka-Wei, géophysicien de haute renommée ;

Perrier de la Bâthie, correspondant de l'Académie des Sciences, botaniste dont l'autorité des travaux dépassait nos frontières ;

Emmanuel André You, ancien directeur des Affaires politiques au Ministère de la F. O. M., auteur d'études de valeur sur Madagascar.

* * *

Certes, si nous nous sommes attristés, comme il convenait, sur les deuils trop nombreux hélas ! que nous avons eu à déplorer au cours de cette année 1958, nous devons, cependant, nous féliciter d'avoir accueilli parmi nous en qualité de *membres titulaires* :

MM. le docteur Vallois, membre de l'Académie de Médecine, directeur du Musée de l'Homme ;

Le docteur Henri Poisson, ancien inspecteur général vétérinaire à Madagascar ;

L'ingénieur général André Romer, directeur général du service météorologique ;

Paul Humblot, ancien inspecteur de la F. O. M., auteur de nombreux ouvrages d'ethnographie et de sociologie ;

Charles Barberis, sculpteur de talent ;

Gabriel Audisio, homme de lettres, dont les romans s'inspirent toujours, et avec succès, des grands problèmes méditerranéens.

Nous avons également élu comme *associés étrangers* :

MM. Pierre Wigny, Secrétaire général de l'INCIDI, actuellement Ministre des Affaires Etrangères de Belgique ;

Le docteur Ch. J. Bernard, membre de l'Académie d'Agriculture, botaniste suisse de classe internationale.

Nous avons appelé parmi nous, en qualité de *membres non résidents* :

M^{me} la Princesse Souvanna Phouma, directrice des relations internationales culturelles du Laos ;

MM. Goulven, docteur en droit, historien ;
Le Docteur Blanc, directeur de l'Institut Pasteur du Maroc ;
Le Docteur Henri Marchand, médecin des services d'hygiène
d'Alger, historien, archéologue, homme de lettres ;
Fr. de Chasseloup-Laubat, écrivain et explorateur ;
Doan Quan Tan, ancien Ministre de l'Education Nationale du
Viet-Nam Sud ;
Jean Chabas, professeur à la Faculté de droit de Dakar.

Enfin, nous avons élu les *membres correspondants* suivants :

MM. Charles Béart, Inspecteur honoraire de l'enseignement primaire en A. O. F., auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'Afrique Noire ;

Le Pharmacien Colonel Bonnet, chargé de cours à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Marseille, Directeur de l'Institut Français d'Outre-Mer ;

René Coste, Directeur général de l'Institut français du Café et du Cacao ;

Claudius Frappa, Ingénieur d'agronomie d'outre-mer, entomologiste à Madagascar ;

B. Holas, Chef de la section d'ethnologie au Centre Ifan d'Abidjan ;

L'Abbé Catrice, organisateur du festival international du film outre-mer, journaliste ;

Le professeur Gilberto de Mello Freyre, des Universités de Coïmbre, Standford et Columbia ;

Le docteur Djessou Loubo, Ministre de la Santé Publique de la Côte d'Ivoire ;

Julian Amery, député à la Chambre des Communes, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères ;

Robert Gaillard, homme de lettres ;

Commodore Sarmento Rodriguez, ancien Ministre des Colonies du Portugal ;

Price-Mars, ancien Recteur de l'Université d'Haïti, Ambassadeur en France de la République d'Haïti ;

Pham Duy Khiem, ancien ambassadeur du Viet-Nam en France, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, homme de lettres ;

Le professeur Mario Dorato, Directeur de l'Institut italien pour l'Afrique, rédacteur en chef de la revue « Africa ».

Kenneth Robinson, professeur au Collège d'Oxford ;

Fily Dabo Sissoko, député du Soudan, ancien ministre, homme de lettres.

* * *

Nous avons eu grande joie à recevoir cinq de nos nouveaux confrères :

M. Raymond Furon, sous-directeur au Muséum d'Histoire Naturelle, parrainé par M. Fernand Blondel, a prononcé l'éloge de Robert Montagne, ancien directeur du Centre de Hautes Etudes d'administration musulmane dont l'autorité en matière islamique était universellement reconnue ;

M. Paul Vayssière, que recevait notre éminent confrère Emile Roubaud, a parlé de son prédécesseur au fauteuil, Yann-Morvan Goblet, professeur de géographie économique au Conservatoire des Arts et Métiers et de géographie politique à l'Institut universitaire des Hautes études internationales de Genève ;

A M. Paul Humblot, présenté par Georges Gayet, revenait le soin d'évoquer la figure attachante de notre ancien Secrétaire perpétuel Guillaume Grandidier, explorateur, ethnologue, botaniste, zoologue, historien et géographe ;

M. le professeur Mangenot, titulaire de la chaire de biologie végétale à la Sorbonne, dont M. le professeur Combes, membre de l'Institut a exposé l'ensemble des travaux, parla de l'œuvre scientifique du grand botaniste que fut Auguste Chevalier ;

Enfin, notre confrère le Docteur Henri Poisson, que parrainait M. Raymond Decary, s'attacha à mettre en valeur l'œuvre médicale et zoologique du Docteur Georges Bouet qu'il remplaçait.

* * *

Au cours de 18 réunions bi-mensuelles, nous avons écouté 21 communications riches de qualité, suivies de discussions où se sont confrontés de fort intéressants points de vue.

M. Gayet nous a entretenu des trois congrès internationaux de Cambridge, Bruxelles et Rome auxquels il a assisté ;

M. Reizler de l'émir Abd-el-Kader et de la Papauté ;

Le Gouverneur Deschamps de la Naissance de la République malgache ;

M. François Balsan du Yémen ;

M. de Chasseloup-Laubat a rendu hommage à Conrad Kilian ;

Le général Charbonneau nous a donné de pertinentes réflexions sur son voyage au Hoggar ;

Le général de Boisboissel a parlé des Revendications marocaines sur les régions sahariennes ;

M. René Magron des méthodes américaines de mise en valeur des régions non développées ;

M. Philippe Diolé nous a mis au courant de son dernier voyage dans le Fezzan inconnu ;

M. le Sénateur Durand-Réville a parlé de la pose sur la mairie de Libreville d'une plaque en souvenir du gouverneur Noël Ballay

et des problèmes sanitaires et de l'action du Service de Santé au Gabon ;

M. Raymond Dupré, des aspects de l'économie marocaine avant et après l'indépendance.

Nous avons, enfin, organisé un colloque sur l'Eurafrique et le Marché commun, colloque qui s'est poursuivi pendant 5 séances au cours desquelles nous avons entendu d'importantes communications de MM. Gayet, Eugène Guernier, maître de Lattre et René Servoise. Exposés, discussions et conclusions de ce colloque ont été concrétisés dans une motion que notre Académie a envoyée aux Pouvoirs publics et dans un Bulletin spécial que nous avons très largement diffusé.

Vous estimerez avec moi que de pareils entretiens ne peuvent que prouver, à l'extérieur de cette enceinte, la vitalité de notre Académie et lui donner sa véritable raison d'être.

De cette activité, la cheville ouvrière est notre confrère le Gouverneur général Oswald Durand, qui se dévoue avec conscience et autorité à ses fonctions de Secrétaire Perpétuel et anime une équipe de collaborateurs auxquels je suis heureux de rendre hommage en votre nom.

* * *

Laissez-moi également vous remercier tous, mes chers confrères, pour le soin que vous avez pris à favoriser ma présidence.

Je pourrais dire qu'elle a été sans aucune histoire si elle ne s'était située académiquement à un moment de notre histoire générale où le vocable d'Union Française a disparu de la Constitution pour faire place à celui de Communauté. Sous ce changement de termes, on devine bien qu'il s'agit d'un profond et grand mouvement des esprits et des choses. Nous n'avons pas aujourd'hui à l'analyser. C'est là une tâche de longue haleine et je souhaite que notre Compagnie s'y emploie sous la présidence de M. l'Inspecteur général Gayet, secondé par ses vice-présidents, le poète Raphaël Barquissau et le Dr Georges Girard.

Parmi les raisons d'espérer, qui l'emportent sur les tentations que nous aurions de céder à quelque mélancolie, je place en bon rang la venue de M. Georges Gayet à la présidence. Sa vitalité, son optimisme lucide, son expérience des affaires, son sens des responsabilités, font bien augurer de la solide maintenance que nous attendons de lui au cours d'une année où nous ne lui ménagerons pas notre concours amical.

En votre nom comme au mien, je lui présente nos félicitations et nos vœux et je lui cède la présidence que vous m'aviez fait le grand honneur de me confier.

* * *

M. l'Inspecteur général Georges GAYET a répondu dans les termes suivants :

MON CHER PRÉSIDENT ET AMI,

MES CHERS CONFRÈRES,

Je dois exprimer toute ma gratitude à votre Compagnie pour les titres qu'elle a bien voulu me conférer, toujours à titre provisoire et pendant un an, pour les fonctions de 2^e vice-président en 1957, de 1^{er} vice-président en 1958, puis de président pour 1959, en attendant celui, un peu inquiétant, de Past Président, de président passé, comme on dit au Rotary, à partir de 1960, si tout va pour le mieux.

Je suis encore dans les délais traditionnels pour vous adresser, à tous et à vos familles, les vœux les plus cordiaux, pour ce nouvel an que j'ai été amené à commencer, non pas auprès de vous et dans votre première séance du 7 janvier, mais au Sénégal et au Soudan, où j'achevais un circuit de conférences pour l'Alliance Française. Début discutable de Président survolant les vallées du Sénégal et du Moyen Niger, ou de Président ballotté par des vagues fort agitées, sur les côtes de Mauritanie, des Canaries et du Maroc. Mais, je vous rapporte un peu de l'air d'Afrique et un renforcement de mes mauvaises façons de paysan du Danube, ou de paysan du Niger, car j'ai été les deux successivement, et vous avez bien voulu tolérer, jusqu'à présent, mes rudesses, mes brutales franchises et même mes maladroites. Puis-je escompter que vous resterez indulgents pendant mes douze mois de Présidence ?

Mes excuses s'adressent surtout à mon cher ami, le Gouverneur général Delavignette, qui a bien voulu prolonger, le 7 janvier, sa maîtrise élégante à diriger nos débats ; il vient de vous présenter un bilan constructif et réconfortant de nos activités 1958 ; il viendra encore occasionnellement siéger à cette table, mais il quitte cet impressionnant trio 1958, presque trop homogène par nos titres administratifs et trop généraux.

Hélas ! je suis son ancien, d'abord de 6 ans d'âge, puis de 10 ans comme élève de l'Ecole Coloniale, et de quelques années seulement comme professeur à cette chère école de l'Avenue de l'Observatoire. Elle vient, à nouveau, de changer son titre, car l'ordonnance n° 42 du 5 janvier 1959 crée à sa place un Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer, et, au lieu de promotions jadis limitées à 25 élèves, nous avons vu entrer cette année comme auditeurs 85 fonctionnaires africains. Ainsi, dans ce déluge des réformes qui balayent les anciens systèmes en vue du rendement courageux du Pays, et d'une nouvelle communauté franco-africaine, se réalise pour nos

cadres d'outre-mer une étape hardie qui correspond aux analyses clairvoyantes que vous nous présentiez au début de 1958, quant à l'esprit de tradition, conciliable avec l'esprit de novation, et pour cette Ecole, et aussi pour notre Académie.

Nous espérons, mon cher Gouverneur Général et Ami, que vous continuerez à soutenir et à développer l'activité de ces deux organismes parallèles, mais qui peuvent et doivent rapprocher leurs efforts et leurs progrès, avec une participation sans cesse croissante de nos concitoyens africains.

Nous souhaitons qu'il en soit de même pour le Conseil Economique et Social, où vous siégez si efficacement avec quelques-uns de nos confrères, et qui doit se rapprocher de nous en utilisant les aménagements du Palais d'Iéna, où sera conservé le souvenir d'une assemblée de l'Union Française qui avait établi et développé pendant 10 ans, particulièrement avec un de nos doyens, le Président Albert Sarraut, des coordinations fort utiles entre la Métropole et l'Outre-Mer.

Oserai-je évoquer, pour ces trois secteurs si importants de vos activités inlassables, un trident de Neptune que vous saurez longtemps élever, avec de hautes idées généreuses, au-dessus des flots troublés des divers pays, d'Afrique, d'Amérique et d'Océanie, qui restent encore dans la Communauté. Nous aurons, plus que jamais, à faire souvent appel à vous pour « guider la barque » de notre Compagnie, qui doit suivre l'exemple vigoureux de la nef de Paris sur les ondes capricieuses.

* * *

Au moment de la relève du pilote, ou du timonier, il convient de retracer la route et, peut-être, de corriger un peu les compas. Je voudrais suivre la tradition de mes prédécesseurs, si clairvoyants et si avisés, et j'ai tenu à relire les programmes et les plans de travail qu'ils vous avaient soumis pendant les cinq ans qui précèdent ce nouveau « lustre ». Successivement, les présidents Fernand Blondel, Léon Baréty et Noël Bernard et le regretté président Victor Cayla, ont pu, depuis 1954, animer notre chère maison, faire valoir ses travaux et obtenir audience pour nos motions, adressées aux pouvoirs publics dont nous relevons.

Le Général de Gaulle a bien voulu accorder une attention bienveillante à notre adresse du 3 octobre ; il a affirmé, dans sa réponse du 15 octobre dernier : « Je compte sur votre concours pour promouvoir, entre la métropole et les peuples d'outre-mer, une véritable Communauté française ».

Ainsi encouragés et soutenus, nous aurons donc, en 1959, non seulement à maintenir mais à étendre nos divers moyens d'action

et à les orienter surtout vers un avenir pressant. Comme l'exposait notre grand maître Gabriel Hanotaux, auquel j'ai eu l'unique honneur de succéder ici, en 1946, « le culte du passé permet de mieux comprendre le perpétuel devenir ».

Cependant, l'accélération de l'histoire, qui est constatée partout, est loin d'être uniformément appliquée sur tous les continents, car l'Afrique a rejoint l'Asie dans les rythmes précipités d'indépendances spectaculaires. Les griseries des jeunes Etats, émancipés du régime colonial, soit par leur métropole, soit malgré leur métropole, méritent, plus encore que les anciens systèmes, d'assimilation, d'association et de protectorat, de constants efforts de rapprochement, que l'on voudrait réciproques, afin de mieux « connaître, comprendre, respecter et aimer », suivant la devise de notre Compagnie.

Aussi, permettez-moi de vous soumettre avec une fougue, non point juvénile, mais qui veut rester provençale, méditerranéenne et africaine, un projet d'intensification de nos travaux, pour faire face aux ambiances fiévreuses et aux impatiences pressantes des peuples africains que nous avons guidés vers la liberté.

Nos séances traditionnelles du 1^{er} et du 3^e Vendredi sont déjà réservées, par notre diligent Secrétaire Perpétuel, à des ordres du jour chargés. Et nous vous proposons d'ouvrir, durant le 2^e trimestre, un nouveau colloque qui pourrait porter sur la « promotion technique africaine », sujet qui correspond à des impératifs urgents, pour l'évolution culturelle et sociale des divers territoires, et qui pourrait nous attirer des collaborations ouvertes avec les élites africaines.

Notre bibliothèque, si soigneusement classée et répertoriée par la dévouée M^{me} Touron, mérite d'être plus fréquentée, notamment par de jeunes étudiants ou stagiaires d'outre-mer, auxquels il faut faire connaître notre maison, notre bulletin et nos travaux.

C'est pourquoi je voudrais animer cette salle de travail, trop souvent déserte, avec des réunions de sections, depuis longtemps projetées. Si vous m'en donnez l'accord, nous pourrions tenir des séances, moins nombreuses sans doute, mais ouvertes à tous nos confrères, et surtout aux sympathisants que chacun de nous pourrait amener. Les sujets, tracés, à l'avance, ne seraient pas obligatoirement exposés par écrit, mais feraient l'objet d'échanges de vues, aboutissant à un bref compte rendu, en moins d'une page, pour notre Bulletin.

Je vous propose de réserver en principe les 2^e et 4^e Vendredis à ces séances d'études et je demande aux Présidents des cinq sections de bien vouloir envisager des thèmes, de préférence d'urgente actualité.

MM. les Présidents Robequain, Lioré, Blondel, Prudhomme et

Jacques Bardoux savent combien notre division en Sections justifie notre effectif de membres, titulaires, non résidants et correspondants entre lesquels il importe, plus que jamais, de maintenir une cohésion efficace.

Pour le 1^{er} trimestre 1959 je vous propose le programme suivant :

30 janvier, 2^e section, M. Amon d'Aby, chef des archives de la Côte d'Ivoire : *Evolution du cercle d'Aboisso à la frontière de la Côte d'Ivoire et du Ghana.*

13 février, 1^{re} section, M. le Vétérinaire en chef Vittoz : *Impressions du congrès international sur l'élevage au Turkestan russe.*

27 février, 4^e section, M. le Professeur Bonnet, de Marseille : *Les efforts récents de Marseille pour la recherche scientifique et technique en Afrique Noire.*

13 et 14 mars, 3^e section, Colloque de l'Incdi sur les évolutions syndicales en Afrique Noire.

Ces séances d'études seraient présidées par le Président de Section ou son délégué, et seraient, évidemment, ouvertes aussi aux membres des autres sections.

Malgré tant d'occupations et de préoccupations, nos confrères voudront-ils ratifier ce nouvel effort, qui devrait élargir nos contacts extérieurs, surtout avec les Africains de passage à Paris ? Je compte beaucoup sur nos deux vice-présidents, que vous avez su désigner en raison de leur dévouement à notre Compagnie, et qui ont un rayonnement personnel précieux vis-à-vis de nos territoires : M. Barquisseau reste l'animateur de mouvements littéraires et d'une Académie de la Paix, largement ouverte à tous ; M. le Docteur Girard, bien connu des Malgaches, se dépense généreusement dans les milieux scientifiques les plus élevés. Ils compléteront tous deux l'éventail des orientations de la Présidence 1959.

Sans pouvoir rivaliser d'assiduité avec notre cher Secrétaire Perpétuel, je m'efforcerai d'être présent à ces séances et à une permanence, relative, du mercredi après-midi, pour que notre petit hôtel, écrasé entre les deux buldings géants où s'entassent des bureaux d'affaires, ne paraisse plus comme un château de la Belle au Bois Dormant, que les jeunes ne se soucient plus guère de réveiller, hélas !

* * *

Pourquoi accélérer le rythme de notre activité, restée jusqu'à présent si sage, si mesurée et si efficace, alors que nous relevons de notre Ministère de tutelle, quiètement installé dans les sombres couloirs de la rue Oudinot, après ceux du Pavillon de Flore ? C'est que nous avons à répondre aux complexes croissants de l'organisation des pouvoirs publics en France et aux mouvements fiévreux

des peuples d'outre-mer, dans la construction de la nouvelle Communauté.

Nos contacts, qu'il faudra intensifier encore, avec les instituts et les académies similaires, en Angleterre, en Belgique et au Portugal, notamment, doivent nous permettre d'embrasser les aspects de plus en plus internationaux, intercontinentaux, en attendant d'être interplanétaires, des relations politiques, administratives, financières et sociales, avec les pays de l'Europe des 6, de l'O. E. C. E., de l'O. N. U. de l'Unesco et surtout avec les pays sous-développés.

Mes récentes impressions d'Afrique atlantique augmentent encore, non mes appréhensions devant certaines étapes de balkanisation, ou de fédération hésitante, mais mes impatiences de coordinations plus confiantes et plus constructives, par dessus les frontières, arbitrairement tracées en Afrique et dont les traits et les couleurs se multiplient en un puzzle inquiétant.

Avons-nous compris les armatures nouvelles des ministères et des services, si nombreux, si éparpillés dans Paris, qui ont recueilli ou vont recueillir les anciennes attributions de la vieille maison de la rue Oudinot, dont on n'a même pas osé fêter le cinquantenaire en 1955 ? Que deviennent les organisations toutes modernes, abritées tout à côté, rue Monsieur, comme l'Orstom et l'Essat, ou, beaucoup plus loin, les Offices des Postes, des Chemins de Fer d'Outre-Mer et le Musée de la France d'Outre-Mer. Plus tard, le lourd Bottin administratif s'augmentera de pages nouvelles pour nous guider dans de subtils labyrinthes d'assistance technique ou culturelle.

Ce « grand dérangement », comme disaient mes amis de Saint-Pierre et Miquelon, en évoquant leur dispersion et leur exil, temporaire, en Nouvelle Ecosse, peut séduire de vieux parisiens, lassés des routines anciennes ; on en tirera, espérons-le, des avantages grâce à un gouvernement ferme et stable. Mais ce désarroi passager sera beaucoup plus dangereux à l'égard de nos concitoyens africains qui, déjà, supportaient mal les lourdes organisations administratives, financières et techniques des capitales de fédération, et même des chefs-lieux de territoire.

« Connaître et comprendre » exigera de nous de gros efforts supplémentaires et un optimisme tenace, ressort essentiel de la patience, vertu rare, que nous avons sans doute acquise à nos âges, mais qui n'est pas la vertu cardinale dans les jeunes Etats de la Communauté.

Les rafales saccadées des nouvelles de la Radio et de la Presse entameront souvent une confiance, que nous voudrions maintenir et exalter, et des sympathies extérieures, auxquelles nous restons sentimentalement attachés.

Intensifions donc, en cette période cruciale de rénovation de tout

ce qui est français, nos travaux et nos réunions, d'abord entre confrères de l'Académie, puis, avec nos amis et associés des pays d'Outre-Mer et des pays étrangers ; ils sont intéressés, comme nous, aux progrès de *tous* les pays sous-développés, spécialement dans ce qui fut, et qui est encore, sous des formes assouplies, l'Afrique Française, enjeu de notre avenir.

ÉVOLUTION DES MÉTHODES D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE OUTRE-MER

par M. René HOFFHERR

Conseiller d'Etat, ancien Haut Commissaire
au Cameroun et au Pacifique

Les principes d'assistance économique outre-mer

Tandis que s'ébranlent les anciennes structures politiques africaines, les procédés d'assistance économique doivent se renouveler également.

L'assistance technique a pris, au cours des dernières années, un caractère surtout *financier*. Pendant longtemps, au contraire, les capitaux métropolitains hésitèrent à s'expatrier sans y être même toujours sollicités par les autorités administratives.

Un de mes prédécesseurs lointains au Cameroun ne mesurait-il pas la richesse de son territoire à son défaut d'endettement, tandis que son collègue de Madagascar condamnait le principe même des emprunts coloniaux dont les « charges seraient trop lourdes pour les générations futures ».

L'avènement du plan français de modernisation à une date voisine de l'apparition du *Colonial development fund britannique* et du programme décennal de mise en valeur du Congo belge n'est donc pas une coïncidence fortuite, mais le signe d'une évolution.

En fait, la loi du 30 août 1946, régulatrice du plan français d'Outre-Mer ne se propose rien moins que de « transformer les pays d'Outre-Mer en états modernes pour tout ce qui concerne leur équipement public et privé » et afin de réaliser cette vaste entreprise elle envisage un délai de *conception* de six mois, et un délai de *réalisation* de dix ans.

Compte tenu de l'état d'exploration du continent africain la hardiesse d'un tel projet apparaît aujourd'hui sans bornes. Le plan ne pouvait donc se présenter à ses origines que comme une nomenclature ou un catalogue et ses premières initiatives allaient se heurter aux difficultés d'approvisionnement, à la carence des moyens de transports, à la pénurie des devises et à l'usure générale des Territoires après la période de guerre.

D'où la lenteur des opérations initiales — plus de trois années s'écoulaient avant les premières réalisations —, d'où les dépassements de devis tour à tour faussés par des erreurs d'estimation *technique*, puis par les effets monétaires de deux dévaluations, si

bien que le plan se convertit bientôt en une course aux réévaluations et que le coût accru des opérations anciennes ne laissait plus de place pour les opérations nouvelles.

On tenta, du moins, de serrer de plus près les réalités en arrêtant avec plus de précision les modalités de distribution des crédits. Alors, s'ouvrit la *querelle des pourcentages* qui affecta peu la stabilité des critères *géographiques d'investissements* — 38 % pour l'A. O. F., 18 % pour l'A. E. F. 17 % pour le Cameroun et 12,5 % pour Madagascar —, mais atteignit par contre vivement les *critères techniques* d'investissement, c'est-à-dire les pourcentages de crédit attribués respectivement aux grandes catégories de dépenses : d'*infrastructure*, de *production*, ou d'*équipement social*.

Convenait-il, en priorité de *transporter*, de *produire*, ou de *protéger* ? Les uns dénoncèrent l'ampleur du premier effort d'équipement ; les autres objectèrent qu'avant de mobiliser les richesses, il convenait de leur ouvrir des voies d'accès et d'évacuation.

Le débat porta ensuite sur la part proportionnelle de crédits du secteur agricole et du secteur industriel.

Tout en consacrant le rôle prédominant de l'activité agricole comme facteur de la modernisation économique, le plan d'Outre-Mer n'a point méconnu les retards de l'industrialisation et combien ces retards avaient compromis les chances de la France lors du dernier conflit mondial.

Mais comment industrialiser en l'absence de ressources énergétiques et minières préalables ? Il n'est pas, en effet, d'industrialisation sans énergétique et pas d'énergétique sans puissants débouchés miniers.

Or, la stérilité du sous-sol africain demeurerait un dogme traditionnel confirmé par d'éminentes déclarations aussi péremptoires qu'imprudentes et dont on ferait aujourd'hui un étonnant sottisier. En définitive, seul un vigoureux effort de recherche pouvait secouer une persistante léthargie industrielle.

A la faveur de cette campagne de recherches, la richesse du potentiel *hydro-électrique* africain se découvrit peu à peu avec la reconnaissance de nombreux sites d'Edéa à la Bia, au Koukouré et au Kouilou tandis que se révélait l'étendue du *potentiel minier* des gisements de manganèse de Franceville aux bassins de fer de Fort Gouraud et de Tindouf etc.

Sur la base de ces indices, et de ceux antérieurement recueillis il fut, dès lors, possible d'élaborer des programmes rationnels de ventilation des crédits, et c'est sans doute la principale caractéristique des programmes alors conçus que de viser à un *dosage* harmonieux des crédits entre les différents secteurs d'activité. L'objectif traditionnel des plans d'Outre-Mer tendait à une croissance *équilibrée* et cohérente des Territoires africains.

La Côte d'Ivoire fournit, sans doute le meilleur témoignage d'une telle politique avec la gamme relativement diversifiée de ses productions : café, cacao, bois, bananes, demain, manganèse et fer, avec l'exécution progressive de son outillage couronné, dès maintenant, par la réalisation du port et du pont d'Abidjan.

Plus encore que l'aisance de la balance commerciale, l'ascension du niveau de vie local consacre les heureux résultats de cette volonté d'équilibre économique. Lors des cérémonies qui accompagnèrent la naissance en décembre dernier de la République de Côte d'Ivoire j'ai pu constater sur place la correction du vêtement, la variété accrue de l'alimentation, l'étonnante diffusion des moyens de transport et, fait caractéristique, l'existence de ressources d'épargne qui ont permis de financer par des dons spontanés de la population soit la création de pistes routières, soit l'ouverture de classes d'enseignement.

* * *

Le débat autour des méthodes d'assistance technique outre-mer.

En dépit de ces réalisations, faut-il néanmoins s'en tenir aux schémas antérieurs d'assistance technique ? L'évolution des temps ne commande-t-elle pas un changement des méthodes ? beaucoup sont disposés à le croire.

Et d'abord, le *volume* des crédits d'assistance ne pourra que se restreindre, alors que des tâches de tout ordre sollicitent aujourd'hui notre attention.

Les *impératifs* évoluent également. Les méthodes uniformes et centralisées de planification ne conviennent plus guère à l'instant où l'Afrique entend prendre davantage conscience de sa physionomie propre et conférer à son essor des caractéristiques régionales.

Au surplus, les *procédés* de financement eux-mêmes vont se transformer. Inconditionnelle dans un régime de fusion politique intégrale, l'aide extérieure deviendra forcément limitative et négociable dans un régime de communauté. La politique de dons et de prêts résultera d'accords librement débattus qui comporteront des contre-parties. M. Paul Chauvet exprimait à cet égard, de justes avertissements dans un article paru dernièrement dans « la Nef ».

Sous un angle plus général, l'opinion s'interroge et se demande d'une part si les méthodes précédentes de croissance *équilibrée* satisfont les exigences de la *Communauté* en renforçant la zone franc, si, d'autre part, ces méthodes stimulent assez la promotion économique des *Territoires*.

Ici même, à l'occasion d'un récent débat, M^e Jean-Michel de Lattre se prononçait sur la première question. Il contestait formellement que, dans le cadre de leur structure actuelle presque ex-

clusivement agricole et compte tenu des six produits directeurs de leur exportation : bananes, café, cacao, bois, arachides, textiles, les Territoires soient jamais en mesure de « sécréter » les devises utiles pour couvrir les besoins de la zone franc.

Sans mettre en doute les réserves considérables de ces divers produits, il redoutait une diminution de leurs possibilités de placement et préconisait, par voie de conséquence une révision de notre programme de mise en valeur outre-mer dont le support devrait être la mine, base de tout approvisionnement effectif en monnaies fortes.

Quant à la contribution précise des méthodes de croissance équilibrée à la *valorisation* des Territoires, là aussi, des divergences se sont fait jour et nombre d'esprits demeurent sceptiques sur les chances d'obtenir, à la cadence et par les moyens en usage, le « bond en avant » impatientement attendu.

Déjà, très attentifs aux répercussions budgétaires de nos programmes de planification, les évolués n'escomptent pas de ces programmes un accroissement suffisant de la productivité. Ils invoquent, par ailleurs, la persistance de la traite, l'étendue du sous emploi, et, surtout, la prépondérance anormale des matières brutes dans les exportations et n'hésitent point, parfois, à parler de « cadeau empoisonné ». Seul, l'emploi de méthodes d'industrialisation à outrance leur paraît ouvrir la voie à l'enrichissement économique.

Certains observateurs européen affichent des doutes semblables. De retour de Madagascar, un savant agronome, le professeur Dumont souligne le contraste inquiétant dans certaines régions d'un rythme de progression démographique dont les records sont parfois mondiaux — 3 ou 4 % — et du rythme beaucoup plus lent de l'évolution agricole.

Des injections de crédit métropolitain parviendraient-elles à combler l'écart de ces deux courbes ? cela semble fort douteux car le nœud du problème réside dans une transformation totale des structures agricoles actuelles, et cette transformation implique le renouvellement complet des modes locaux de vie et de pensée. En définitive, ce n'est point affaire d'argent, c'est affaire d'éducation et de volonté. Rien n'est concevable sans l'adhésion psychologique des masses.

Voici longtemps déjà que les missions de productivité en stage aux Etats-Unis nous mettent en garde, à ce point de vue, contre de fausses analogies trop complaisamment établies entre les programmes d'expansion africaine et la marche américaine vers l'ouest. De tels rapprochements très artificiels confondent, trop volontiers, le dynamisme américain et la cadence, nécessairement très modeste encore, du progrès africain. La conclusion même d'un de ces rapports est très significative :

« Les plans d'équipement des U. S. A. peuvent être utilement mis en place sur n'importe quel point de leur territoire, alors que le continent noir doit se contenter momentanément d'équiper ses zones les mieux placées, celles qui justifient une infrastructure, celles dont les prix de revient sont les meilleurs, celles dont les produits peuvent s'échanger sans être grevés de frais trop importants. »

* * *

Formules nouvelles d'assistance technique outre-mer

Ces considérations inspirent des formules plus modestes d'assistance technique. Leur tendance commune vise à écarter tout programme de mise en valeur universelle de la communauté africaine car, persister dans cette voie, serait diluer sans profit de maigres disponibilités. Il importe, au contraire, d'habituer les populations à compter beaucoup plus sur leur propre effort que sur le concours d'une manne extérieure artificielle, et, tout particulièrement, l'action rurale de la métropole devra se borner demain, à l'encadrement et à la diffusion de notions rurales élémentaires.

Par contre, la France ne saurait assez se soucier d'introduire dans les mécanismes d'exploitation un esprit de liaison et de coordination qui n'a pas toujours prévalu. Ainsi s'explique que le succès des programmes de grands *ensembles économiques* ou de *complexes* auxquels l'ambassadeur Eric Labonne a attaché son nom.

Il s'agit, en l'espèce, de concentrer massivement nos ressources sur des zones de prospérité judicieusement choisies et susceptibles de servir de témoins ou de guides. A l'intérieur de ces zones, on combinerait avec soin le rôle respectif des secteurs de production, d'infrastructure et d'équipement social de manière à assurer au maximum le plein emploi et d'actionner une longue chaîne d'entreprises intégrées de toute nature.

Ce schéma n'est point idéal. Il s'inscrit dans les dispositifs en instance ou « en cours d'exécution d'Edea, du Koukouré et du Kouitou en Afrique noire comme dans celui de Bône en Afrique du Nord.

Certains vont plus avant et souhaitent qu'une unité motrice donne l'impulsion initiale.

Cette unité motrice serait l'énergie, facteur d'indépendance pour la *zone franc* — n'entrevoit-on pas qu'en 1960, l'apport du gaz et du pétrole saharien comblera déjà le déficit de la balance des comptes française — et facteur aussi de prospérité pour les *Territoires* — destinataire d'une bauxite d'origine métropolitaine, le Cameroun dès maintenant transforme chez lui cette bauxite et la réexpédie sur la métropole après l'avoir transformée en métal grâce à l'ac-

tion du courant. Processus qui renverse la notion habituelle de pacte colonial. Le pays développé exporte sa matière première, tandis que le pays sous-développé transforme cette matière première.

Les bénéfices d'un pareil mécanisme ne sont pas toujours immédiatement sensibles, déclarent ses partisans, mais, tôt ou tard, les foyers énergétiques propageront leurs effets comme une série d'ondes destinées à s'accélérer ou à s'amplifier au cours de leurs cheminements, si bien que leur pression affectera, peu à peu, tout l'appareil d'équipement, tous les circuits de production et d'échanges.

L'efficacité de cette impulsion de base a même été jugée si décisive qu'un publiciste recommandait ces jours-ci, dans un article intitulé « *Le gaz gratuit pour le développement de l'Algérie* », de réduire la fonction d'aide technique à une large distribution des ressources sahariennes.

De toutes ces vues diverses se dégage une orientation assez générale, pour l'adoption de formules tendant à instaurer un ordre de priorité dans la mise en valeur et de hiérarchie dans les investissements avec primauté du secteur énergétique.

A la conception originaire d'une croissance équilibrée, se substituera celle des pôles de développement, à la grande politique de petits travaux, une petite politique de grands travaux, à la dispersion de notre effort d'assistance, sa concentration méthodique.

Ces méthodes sont-elles susceptibles d'une extension universelle, nul ne l'imagine car elles s'excluent d'elles-mêmes dans certaines régions excentriques : le Niger, l'Oubangui et le Tchad par exemple.

De toute façon, leur mise en pratique s'accompagnera de perturbations économiques et sociales qu'il y a lieu de prévoir car les foyers énergétiques sont en perpétuelle compétition, ainsi que le prouve la rivalité ardente des sites du Kouilou, du Koukouré, voire du site projeté à Inga au Congo belge. Dès maintenant, l'achèvement prochain de la centrale hydro-électrique de la Bia en Côte d'Ivoire consacre le repli de la centrale thermique d'Abidjan, et le projet de centrale nucléaire à Fort-Lamy laisse entrevoir pour l'avenir une relève possible des formes traditionnelles d'énergie.

L'expansion de l'énergie risque même d'entraîner des options dans un cadre plus large soit entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, soit entre l'Algérie et la métropole. Je n'en veux pour preuve que le débat actuel sur le choix d'un grand complexe sidérurgique que certains situent à Dunkerque, d'autres à Bône, le premier approvisionné par du fer de provenance mauritanienne, le second par le minerai local d'Ouenza, et tous deux candidats éventuels à la fourniture du Sahara en équipement pétrolier.

Il n'est pas enfin jusqu'à la poussée du gaz saharien en direction de la métropole, et, sans doute, de l'occident européen, qui n'appellera de délicats arbitrages.

Ces combinats provoqueront, sans doute aussi, de sérieuses tensions *sociales* car leur localisation influera sur la condition; sur le déplacement des travailleurs, sur les rapports de la vie rurale et de la vie urbaine, toutes menaces incontestables. Pouvons-nous néanmoins prétendre figer et cristalliser une vie africaine à la recherche de modalités nouvelles de regroupement et écarter à cette fin des dispositifs économiques d'une efficacité certaine ?

* * *

Cette fresque trop générale, laisse entrevoir l'évolution des méthodes d'assistance technique outre-mer.

L'assistance technique jouera un rôle actif dans les négociations ultérieures avec les Territoires, alors que précédemment, elle n'a guère servi de contrepartie dans les débats.

Son champ d'action géographique et technique se restreindra pour se diversifier et se régionaliser davantage afin d'acquérir plus d'efficacité.

Il lui appartiendra d'associer plus étroitement les populations locales à ses initiatives et de rechercher leur adhésion psychologique.

Le rôle de l'énergétique s'affirmera de plus en plus décisif dans l'élaboration des plans d'aménagement outre-mer.

* * *

M. DURAND-RÉVILLE. — J'ai été très intéressé comme vous tous par les idées qui ont été évoquées par le Haut-Commissaire général Hoffher et sur les quatre points qu'il propose à notre méditation je lui dirai tout de suite que je suis d'accord en tout cas sur les deux premiers.

L'originalité de la position des problèmes qu'il a abordés est évidemment la nécessité qu'il a fait ressortir, d'une part, de préparer des plans d'investissement et de développement, d'accord avec les représentants des populations locales, et, d'autre part, d'amener ces populations locales à participer, à leur mise en œuvre davantage qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent.

Mais cela ne simplifie pas le problème. J'ai travaillé dix ans au sein du Comité directeur du Fidès, où j'ai été aux prises je peux dire tous les jours, avec ces problèmes, et force m'a été de constater combien il était important, si l'on voulait que les plans aboutissent aux objets que l'on se propose pour eux, d'imposer dans une certaine mesure des hiérarchies et des choix qui ne sont pas toujours ceux des populations locales.

Vous savez la conclusion que j'ai tirée de cette expérience : le bon investissement, outre-mer, c'est celui qui fait naître du capital local. Or, la préoccupation des gouvernements locaux, nous en avons de plus en plus l'expérience, est bien souvent de faciliter leur tâche administrative et d'asseoir

leur majorité politique. Notre devoir, dans ces négociations indispensables désormais avec les gouvernements locaux sera d'être assez ferme et assez persuasif pour démontrer que ce ne sont pas toujours les aides qu'ils souhaitent le plus naturellement d'ailleurs qui sont les plus fructueuses et les plus fécondes à long terme pour les populations qu'ils administrent.

Sur le deuxième point, je suis d'accord également, et je crois même que nous aurons plus de facilités que par le passé. L'expérience le prouve ; à partir du moment où ce n'est plus la France qui exerce l'autorité politique, les latitudes, en ce qui concerne le concours de la population, sont beaucoup plus grandes, et je ne veux pas évoquer quelques exemples qui sont dans l'esprit de tous pour montrer qu'il sera très possible d'inciter les populations à une activité laborieuse, plus intense que par le passé pour concourir à la mise en œuvre de ces investissements, puisqu'aussi bien tout phénomène de production est le résultat du concours de la nature, du capital et du travail. Sans travail il n'y a rien à faire, et les Chinois comme les Russes nous ont démontré qu'on pouvait construire une route, par exemple, infrastructure indispensable au développement économique, avec 95 % de caterpillars (quand on a vingt siècles d'excès de travail derrière soi), et 5 % de travail seulement, mais qu'on pouvait également la construire avec 5 % de caterpillars et 95 % de travail. Il faudra trouver une mesure moyenne et arriver à ce que le travail local apporte un concours plus actif que par le passé à la mise en œuvre des investissements susceptibles de se produire.

Sur les troisième et quatrième points, je dois dire que j'ai trouvé une certaine contradiction entre l'exposé de M. Hoffherr et sa conclusion. Car il nous a très bien montré que la concurrence énergétique éventuelle entre les continents se plaçait sur un plan nouveau et aboutissait à des positions assez instables, et cependant il conclut en nous disant : il faudra tout de même axer autour d'une politique énergétique ces plans nouveaux d'investissement.

Quant à moi, on sait que je suis assez sceptique sur les facultés d'élévation de niveau de vie par le truchement des « grands ensembles ».

Mes réflexions m'ont conduit à une vue peut-être beaucoup plus générale que celle qui a été évoquée aujourd'hui. Elles m'ont, en effet, amené à considérer que le problème de la disparité des niveaux de vie, non pas seulement en Afrique Française, mais dans le monde, est le problème crucial, des quarante années qui nous séparent du siècle à venir.

Les données de ce problème là sont tout à fait différentes, — j'aurai l'occasion d'en traiter prochainement, — depuis que la puissance politique et le progrès scientifique, la puissance industrielle, ne sont plus les monopoles de la civilisation occidentale. Je pense que dans ces conditions, de gré ou de force, il importe que les peuples occidentaux de civilisation industrielle avancée, coïncidant avec des niveaux de vie élevés, se préparent, de gré ou de force, à contribuer à l'accélération de la diminution de cette disparité entre les hommes qui ont 3.000 fr en moyenne de revenu par jour, ou 1.000 fr comme en France métropolitaine, ou 150 fr ou 50 fr comme aux Indes. Je dis que cette situation ne pourra pas se prolonger pendant plusieurs décennies et que c'est le problème qu'il faudra que nous nous attachions à résoudre.

Mais alors prenons garde que les grands ensembles ne sont pas une solution de ce problème car l'investissement induit à partir du grand ensemble demeure beaucoup moins rapide dans ses effets que l'investissement diffus direct, plus difficile bien entendu, dans son application et dans son contrôle, mais infiniment plus efficace.

Je pense, en dépit de ces difficultés, qu'au risque d'un certain gaspillage peut-être ce soient ces solutions qui s'imposent à nous, surtout étant donné

le développement démographique du monde, développement auquel vous avez fait allusion, mon cher confrère, et qui, au rythme actuel, doit amener la planète à porter 5 milliards d'habitants au lieu de 2 milliards en 2050. Or, à cette époque-là, je prétends (j'espère que le progrès scientifique me démentira dans ces prévisions pessimistes), que toutes les portions cultivables de la terre seraient insuffisantes à nourrir 5 milliards de bouches. Et je me demande comment les choses se passeront.

Ce que je crois, voyez-vous, c'est qu'il faut que l'Afrique se considère comme privilégiée d'une association avec l'Europe, qu'elle la recherche et la favorise car l'Europe a la possibilité probablement (pas la France toute seule mais l'Europe), de donner à l'Afrique un développement plus rapide que les autres pays sous-développés dans le monde, et que ce sont les peuples qui se développeront le plus vite qui résisteront le mieux à l'offensive de la faim qui constitue l'immense danger caractéristique du siècle prochain.

Voilà les quelques réflexions que votre exposé a suscitées de ma part. Je m'excuse de vous les livrer très impromptu et spontanément et je m'excuse d'avoir abusé, mes chers confrères, de votre attention.

* * *

M. HUMBLLOT. — Mon témoignage viendra simplement confirmer celui de M. le Sénateur Durand-Réville, en ce sens que j'ai fait partie du premier Comité du Plan en tant que représentant des organisations agricoles d'Outre-mer, et que, depuis 1946, je fais partie du Conseil de Surveillance de la Caisse Centrale de la France d'Outre-mer.

La question des investissements a été marquée, dès l'origine, par un certain nombre d'erreurs passablement lourdes, qui ont coûté très cher, et qui ont faussé les prévisions du premier plan quadriennal sans parler de l'institution du franc C. F. A. qui a été, on ne peut plus, inopportune. Telles les erreurs en matière de bois, en matière de routes, avec des programmes de routes modernes sur des milliers de kilomètres, dont le coût s'est révélé excessif.

Depuis, il faut le reconnaître, on a tiré de l'expérience les leçons qu'il fallait. On a certainement amélioré très sensiblement les premiers programmes, en donnant notamment la possibilité aux communautés, et aux collectivités locales, de bénéficier de façon beaucoup plus directe des dotations du Fidès et des avances de la Caisse Centrale. Je prends comme exemple la création dans les différents territoires, de ce qu'on a appelé les Crédits du Cameroun, les Crédits du Sénégal, de Madagascar, etc... ; qui ont mis à la disposition des artisans, des cultivateurs, des employés et fonctionnaires africains, des moyens financiers pour améliorer leur outillage agricole ou professionnel, leur habitat, en les incitant à améliorer par eux-mêmes, par des prêts qu'on surveillait de près, leur standard de vie et leurs conditions d'existence.

A côté de cela, on a essayé de faire ce qui pouvait contribuer à résoudre un problème que je considère comme crucial, celui des incidences de l'évolution de la démographie dans les Territoires d'Outre-mer, problème qui vient d'être évoqué par vous, sur lequel a insisté M. Durand-Réville, qui est celui de la cadence démesurée de l'accroissement des populations dans ces territoires, par rapport à la cadence (très insuffisante) de l'accroissement des moyens d'existence.

En métropole, l'augmentation annuelle de la population est de 6 p. 1.000 et on sait les problèmes que cela pose en ce qui concerne le plein emploi, l'instruction, l'habitation, etc...

Or, cet accroissement est, en Algérie, cinq fois plus rapide qu'en France. Dans les Territoires d'Afrique Noire, d'après les sondages faits en Guinée, c'est une augmentation de 2,5 à 3 % de la population qui se produit annuellement. Ainsi se pose le problème de l'alimentation de cette population, dont nous avons dans une certaine mesure, la responsabilité, qui est me semble-t-il un problème n° 1.

On a donc compris dans les nouveaux programmes du Plan des sommes importantes pour le développement de l'agriculture. Mais il faut voir comment s'utilisent ces crédits. A mon avis, qui est celui d'un vieux libéral qui n'est pas tout à fait converti à la valeur des idées de planification à la manière de la Vallée du Tennessee en Amérique ou des kolkhoses de Russie, — j'estime qu'on s'est un peu trop engagé en Afrique, dans des institutions genre Office du Niger, qui ne répondent pas exactement aux buts à poursuivre, car on y arrive à faire des agriculteurs implantés sur les terres de l'office, des sortes de fonctionnaires privilégiés par rapport aux populations voisines ; ce qui leur enlève une grosse part de responsabilité dans les résultats de leurs travaux. J'estime que c'est une politique qui est de nature à créer des déséquilibres et des désaccords. Dans d'autres secteurs, comme à Kaffrine, les grandes stations expérimentales fonctionnent sous la forme d'un salariat mis à la disposition de l'administration avec un souci insuffisant de la rentabilité ou de l'association du travailleur à la production agricole, alors que tout de même il eût été peut-être bon, comme on l'a fait d'ailleurs à Madagascar pour le tabac, de faire en sorte que les cultivateurs apprennent par eux-mêmes à mieux travailler et avoir conscience de leurs responsabilités, sous forme de régimes s'inspirant du métayage, qui les fassent profiter des plus-values quand il y en a, et, quand cela va plus mal, de prendre leur part des pertes.

Voilà en ce qui concerne la question agricole. Reste un troisième point, qui a été également évoqué par M. le Haut-Commissaire et par M. Durand-Réville : c'est celui de l'incidence sur l'augmentation ou sur le relèvement du standard de vie des populations des grands ensembles industriels.

Il faut bien se rendre compte que si ces grands ensembles miniers ou industriels apportent des possibilités de devises ou de ressources que n'auraient pas eues sans cela les Territoires ou Nouveaux Etats pris en tant qu'entités budgétaires et économiques, — ils ne contribuent que faiblement à l'amélioration du standard de vie des populations qui sont pour 80 ou 85 % des populations agricoles dans ces Territoires.

J'ai suggéré, en différentes circonstances, qu'à côté des grands ensembles énergétiques tels qu'on les prévoyait, on crée, en jumelage, des organisations agricoles qui permettraient d'avoir des villages de cultures tout autour ou à proximité de ces ensembles industriels, où les familles des travailleurs produiraient elles-mêmes les vivres dont ils ont besoin. Ensuite, le jour où se terminera l'activité intense des premières années de réalisation des plans d'investissement, ces villages de cultures assureraient aux travailleurs mis en chômage la possibilité de s'installer au moins comme agriculteurs et d'avoir de quoi manger, — sinon de pouvoir se livrer à des cultures d'exportations productives.

Telles sont les quelques idées que j'ai pensé devoir exprimer à la suite du très intéressant exposé de M. le Haut-Commissaire général Hoffherr, et de l'intervention si judicieuse de M. Durand-Réville.

* * *

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur le Haut-Commissaire général, je vous remercie de la très belle synthèse que vous venez de nous donner d'un passé

que vous avez construit en partie lorsque vous dirigiez les services du Plan et des Affaires Economiques, et lorsque vous étiez Haut-Commissaire du Cameroun et de Nouvelle-Calédonie ; vous avez en même temps, mis en relief une série de projets, que nous connaissons déjà concernant l'Afrique Noire, puis d'autres, sur lesquels nous avons encore peu de lumière car les discussions restent ouvertes sur les combinats d'Algérie.

Je suis certain que tous nos confrères ont été passionnés par les perspectives que vous nous avez données sur l'avenir ; les brillantes interventions de nos confrères MM. Durand-Réville et Humblot nous donnent la preuve de l'attention que notre Compagnie a portée à votre communication. Les conclusions que vous nous avez indiquées en quatre points méritent, je crois, des mises au point complémentaires, qui pourront être reprises, ici même, dans des séances de travail, car ces problèmes restent posés pour de nombreuses années. Il nous appartiendra de leur apporter notre appui pour les résoudre.

PRÉSENTATION D'OUVRAGES

Oswald DURAND. — M. Jean Hurault, ingénieur géographe vient de publier une « *Etude sur la vie sociale et religieuse des Noirs Réfugiés Boni de la Guyane française* », étude fouillée, solidement charpentée, appuyée de statistiques précises et, au surplus, d'une écriture extrêmement facile.

Qu'appelle-t-on « Noirs Réfugiés Boni » ? C'est un petit groupe de 6.000 individus, installés sur le cours moyen du Lawa, principal affluent du Maroni, descendants des anciens esclaves rebellés du XVIII^e siècle. M. Hurault, au cours de cinq missions, s'est attaché à dresser l'inventaire du peuplement des villages Boni reposant tous sur une indéniable organisation tribale. Les classements, les tableaux généalogiques, les noms, la structure et la composition des villages, l'émigration, la fondation des nouveaux lignages, la chronologie utilisée pour la fixation des âges, ont fait l'objet d'une prospection très minutieuse.

Un chapitre, particulièrement intéressant, a été, par ailleurs, consacré aux institutions sociales qu'il s'agisse du fonctionnement des lignages, ou de l'initiation, ou des sociétés des hommes, ou encore du pouvoir politique et religieux, etc...

Une attention plus poussée a été, ensuite, donnée par l'auteur à la terre — car ce petit peuple Boni, un peu chasseur et pêcheur, est surtout agriculteur — à sa répartition, au système social éclairé par l'étude de l'implantation sur le sol, à l'influence du milieu géographique sur la structure sociale, etc...

M. Hurault termine, enfin, son ouvrage par une étude qu'on peut appeler magistrale, sur les coutumes familiales, la naissance, le nom, la tutelle, l'éducation des enfants, le mariage, la mort, l'héritage, les croyances, le culte des ancêtres et les forces magiques, où il apparaît bien que la structure et les coutumes de la société des Noirs Réfugiés Boni leur permettent d'accepter et de supporter peut-être plus facilement les exigences de la vie moderne que les sociétés patrilineaires de l'Afrique noire. Il y a là une évolution intéressante à noter. Ce chapitre, à mon sens le plus important, est enlevé avec une particulière aisance et, de ce fait, est d'une lecture attachante.

Cette étude, consciencieusement menée, est suivie de contes et proverbes (appartenant sans conteste à un fonds authentiquement africain) qui ont, chez les Noirs Réfugiés Boni, un caractère rituel, un rôle social important. « Ils ont, écrit à ce sujet M. Hurault, pour fonction essentielle, notamment dans les grandes cérémonies coutumières de levée de deuil, de concentrer l'attention de l'assistance et de créer une ambiance de participation au rite ».

Quel avenir est réservé à ce groupuscule des Noirs Réfugiés Boni ? C'est la question que se pose M. Hurault, en fin de cet ouvrage agré-

menté de photographies, dont quelques-unes sont de véritables tableaux, de dessins et de cartes. En fait, il n'apparaît pas possible d'assimiler cette population en détruisant sa culture originelle. Par son passé historique souvent douloureux, par l'originalité des coutumes qu'elle a su élaborer et conserver, par les relations qu'elle a réussi à créer et à entretenir avec les populations voisines, elle a fait la preuve de ses honnêtes facultés humaines. Elle mérite, donc, qu'on lui permette d'évoluer selon sa propre voie.

Avec M. Hurault, qui a longtemps vécu auprès de ce petit peuple curieux et sympathique, nous ne pouvons qu'éprouver à son égard une profonde estime, en raison même des conditions dans lesquelles il a été tenu de vivre depuis qu'il a réussi à briser les chaînes de l'esclavage et des efforts qu'il a faits pour assurer son devenir, certes difficile, mais libre.

C'est, à mon avis, un bien grand mérite que d'aboutir, après une enquête conduite souvent avec difficulté, à des réponses aussi précises. L'ouvrage de M. Jean Hurault qui se ressent du souci permanent de sympathie avec la population nous met, tout au long des pages dans son intimité familiale. Ainsi, l'impression de vérité qui s'en dégage éclate-t-elle encore davantage.

Grâce à des documents d'un intérêt aussi majeur du genre de celui que nous soumet M. Hurault nous arriverons, enfin, à connaître les hommes qui vivent, encore perdus, sur la vaste terre et nous pourrons ainsi, mieux les guider dans leur indispensable évolution.

* * *

Oswald DURAND. — Le service des antiquités du Maroc, — qui, en dépit de circonstances parfois difficiles, n'a jamais cessé de continuer l'œuvre remarquable qu'il a, depuis de nombreuses années, entrepris et mené à bien, — vient de nous faire tenir un document d'une importance précieuse : *Maisons de Volubilis, le palais dit de Gordien et La maison à la mosaïque de Vénus* par le professeur Raymond Thouvenot. Grâce à un texte d'une clarté aussi pure que le ciel marocain et à vingt-quatre belles planches photographiques, la vie romaine revit sous nos yeux. Un passé prestigieux avec ses statues, ses bustes, les colonnes des temples, ses rues pavées où se croisaient les chars, ses villas aux mosaïques claires, a vu le jour sous la pioche attentive des découvreurs. J'avoue que c'est là chose profondément émouvante.

* * *

Oswald DURAND. — Conrad Kilian, l'explorateur géologue du Sahara dont notre confrère de Chasseloup-Laubat évoqua, avec émotion, la figure ardente et l'aventure pathétique dans notre séance du 17 octobre dernier, vient de trouver un nouveau panégyriste en la personne de M. Yves Salgues. Dans un livre, au raccourci puissant, « *L'or noir du Sahara* », M. Salgues retrace une nouvelle fois — mais est-ce encore suffisant ? — l'extraordinaire existence et le destin

mystérieusement tragique du « prophète et paladin de l'or noir mort, comme le disait M. de Chasseloup Laubat à force d'aimer la France, de l'avoir aimée à un degré tel que seule la grandeur avait trouvé place dans son merveilleux esprit ».

* * *

Dr Henry G. S. MORIN. — Nous sommes souvent très insuffisamment informés des progrès faits au delà de nos frontières nationales. Aussi est-il particulièrement intéressant de rencontrer un travail comme celui-ci qui, sous son trop modeste titre de « Contribution » est en réalité une étude très compétente et très complète du paludisme dans le protectorat espagnol du Maroc, au cours des années 1941 à 1955.

Il n'est évidemment pas possible de résumer en quelques lignes un mémoire d'une centaine de pages où : géographie, climatologie, démographie, épidémiologie du paludisme et faune culicide de la zone, enfin : méthodes prophylactiques et résultats obtenus font l'objet de mises au point à la fois précises et concises. Le tout est illustré de schémas et de graphiques clairs. Une clef, illustrée, elle aussi, est destinée à faciliter aux travailleurs isolés l'identification des 26 culicidés décrits, dont six anophèles.

En bref, Don José Diaz Marin dans son « *aportaciones a la epidemiologia del paludismo en Marruecos* » expose que le paludisme au Maroc est de type épidémique puisque, en dépit d'index endémiques infantiles ne dépassant pas 14 % en moyenne générale, soit un taux comparable à celui de certaines régions de la Métropole, le nombre de cas annuels de paludisme relevés s'élevait à 20.000 en moyenne sur une population ne dépassant pas un million cent mille habitants (dont 72.000 espagnols) avec une mortalité de 1,5 pour cent cas, ce qui sont autant de caractéristiques d'une zone d'hyperendémie.

Malgré le traitement attentif de tous les cas dépistés et suivis, selon la tradition médicale espagnole, malgré l'institution de mesures antilarvaires simples et économiques (gambusias et procédés simili-naturels) le paludisme jusqu'en 1946, en effet, fait encore 17.000 victimes, en 1947, 20.000 et 26.000 en 1948. Dès l'institution des aspersions domestiques de DDT (1gr par mètre carré, trois fois par an) on assiste à une chute verticale de la morbidité palustre. En 1951, le total ne dépasse pas 4.000 cas ; de 1951 à 1956, la moyenne annuelle oscille entre 300 et 500 cas.

Le vecteur majeur est *A. Maculipennis Labbranchiae*. *Myzomyia Hispaniola*, de distribution beaucoup plus limitée, est un vecteur possible, mais de second ordre certainement. Quant aux quatre autres représentants du genre anophile identifiés, ils ne jouent aucun rôle dans la transmission pour des raisons simples bien expliquées par l'auteur.

Il est intéressant de noter que les examens de sang ingéré par *Labranichiae* lui-même montrent que dans 87 pour cent des cas cet insecte se nourrit sur les animaux, de sorte que son rôle vecteur est en grande partie lié au fait de l'absence de refuges naturels conve-

nables ce qui conduit à une cohabitation trop fréquente avec l'homme, dans les conditions actuelles de logement.

Il n'a pas été observé de résistance des anophèles à DDT. Mais, en raison de la constitution chimique du matériau dont sont faites les parois des gourbis, le DDT est assez rapidement décomposé pour que son action ne dure pas plus de deux à trois semaines. Il importe donc de remplacer, pour l'économie du procédé le DDT par Lindane ou Dieldrini dont l'absorption par les parois, plus rapide, s'accompagne d'un dégagement ultérieur de vapeurs insecticides sous l'influence des variations de l'hygrométrie.

L'auteur conclut que la réduction massive des cas de paludisme observée à la suite des aspersions domestiques indique la possibilité d'une éradication qu'il croit économiquement avantageuse et pense désirable d'urgence afin d'éviter l'apparition d'une résistance aux insecticides qui peut se produire avec le temps. Pour les raisons indiquées plus haut cependant, il préconise le remplacement de DDT par un insecticide pratiquement d'effet plus durable, donc plus économique dans les conditions locales.

Une bibliographie complète cette étude : on y trouvera de nombreux renseignements concernant la pathologie et les services sanitaires non seulement du Maroc, mais aussi de la plupart des possessions espagnoles outre-mer.

* * *

BIBLIOGRAPHIE

- HURAUULT (Jean). — *Etude sur la vie sociale et religieuse des Noirs Réfugiés Boni de la Guyane française*, 1958, 349 pages ronéotypées, avec 10 photographies, 2 cartes et nombreux dessins (*Don de l'auteur*).
- CAPELL (A.). — *Un inventaire linguistique du Pacifique Sud-Ouest*, 1958, 218 pages ronéotypées avec cartes. Publication de la Commission du Pacifique Sud. Document technique n° 70.
- PAUWELS (R. P.). — *Imana et le culte des mânes au Ruanda*, 1958, in-8°, 263 pages avec une carte et 54 figures. Publication de l'Académie royale des Sciences coloniales (Sciences morales et politiques nouvelle série tome XVII fasc. 1).
- CHARLES FRANÇOIS. — *Eléments du problème africain* 1958, in-8°, 113 pages. Editions « Les Presses africaines » Bukavu (Congo belge) (*Don des éditeurs*).
- THOUVENOT (Raymond). — *Maison de Volubilis : le palais dit de Gordien et la maison à la Mosaïque de Vénus*, 1958, in-4°, 86 pages avec 9 figures et 24 planches, Publication du Service des antiquités du Maroc, fasc. 12, Rabat-Chellah.
- DEKEYSER (P. L.) et DÉRIVOT (J.). — *Etude d'un type d'oiseau ouest-africain : *corvus albus**, 1958, in-8°, 54 pages. Publication de l'Institut français d'Afrique noire. Dakar.

- THOR PENG, THONG (D^r). — *La thalassémie au Cambodge*, 1958, in-8°, 63 pages. Publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient.
- SOK HEANGSUN (D^r). — *L'hémoglobine E au Cambodge*, 1958, in-8° 76 pages. Publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient.
- KOCHER (Louis). — *Catalogue commenté des coléoptères du Maroc. Fascicule VIII. Phytophages*, 1958, in-8°, 172 pages. Travaux de l'Institut scientifique chérifien, Série zoologique n° 19.
- LEROY (André). — *Mission de Coopération technique internationale Liban-Iran-Turquie*, juin 1958. Publication de l'Institut français de Coopération technique.
- LACOURLY (G.). — *Mission de Coopération technique internationale en Turquie*, 20 mai-20 juillet 1958. Publication de l'Institut français de Coopération technique.
- SALGUES (Yves). — *L'or noir du Sahara. La pathétique aventure de Conrad Kilian*, 1958, in-8°, 158 pages avec une carte. Edition Arthème Fayard, Paris. (Don des éditeurs).
- QUÉZEL (P.). — *Peuplement végétal des Hautes montagnes de l'Afrique du Nord*, 1957, in-4°, 461 pages avec cartes, graphiques, tableaux et 32 planches photographiques. Editions Paul Le Chevalier, Paris (Don des éditeurs).
- MAIRE (D^r René). — *Flore de l'Afrique du Nord. Volume V. Monocotyledonae. Liliales*, 1958, in-4°, 304 pages avec 178 figures. Edition Paul Le Chevalier, Paris (Don des éditeurs).
- LEFEBVRE D'ARGENCÉ (R.-Y.). — *Les céramiques à base chocolatée au Musée Louis-Finot à Hanoi*, 1958, in-4°, 23 pages avec 13 planches. Publication de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Volume XLIV.
- D^r JOSÉ DIAZ MARIN. — *Aportaciones a la epidemiologia del paludismo en Marruecos*, 1957, in-4°, 89 pages avec nombreux dessins et graphiques. Publication des archives de l'Institut des études africaines, Madrid.
- DEMANET (Félix). — *Contribution à l'étude du dinantien de la Belgique*, 1958, 152 pages. Mémoire n° 141 de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.
- JACQUEMART (Serge) et LELOUP (Eugène). — *Ecologie pour prairie marécageuse (chênaie-Sauheid-Province de Liège)*, 1958, 67 pages avec 3 planches. Mémoire 140 de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.
- PETIT-MAIRE-HEINTZ (Nicole). — *Etude comparative de la croissance de la mandibule chez l'homme et les singes anthropoïdes*, 1958, 64 pages avec graphiques. Mémoire 139 de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.
- BATJES (Derk Anders Johan). — *Foraminifera of the oligocene of Belgium*, 1958, 188 pages et 13 planches. Mémoire 143 de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.
- PASTRELS (Jean). — *Révision du genre gasteruption (hymenoptera, evanoidea, gasteruptionidae)*, 1957, 125 pages avec dessins.

Mémoire 2^e série, fascicule 56 de l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique.

SCHMIDT (Erich). — *Revision der Gattung microstigma Rambur (ordnung, ordonata, zygoptera)*, 1958, 44 pages et 7 planches. Mémoire 2^e série fascicule 57 de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.

VOORTHUYSEN (Johannes H. van). — *Les foraminifères mio-pliocènes et quaternaires du Kruisschans* (avec une table de distribution quantitative et 10 planches hors-texte), 1958, 63 pages. Mémoire 142 de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.

HOFKER (Jan). — *Supplément sur quelques rotalidés*. Même fascicule de Mémoire que ci-dessus.

FORTEMS (G.). — *Etude des couches crétacées de l'entre-Lukula-Lubuzi et de Lundu'Nsanzi (Territoire du Lukula-Congo belge)*, 1958, in-8°, 171 pages avec nombreux dessins, cartes et planches. Annales du Musée royal du Congo belge à Tervuren (sciences géologiques, volume 23).

SCHOUTEDEN (D^r H.). — *De vogels van Belgisch Congo en van Ruanda-Urundi (Les oiseaux du Congo belge et du Ruanda-Urundi)*. IX. *Passeriformes*, 1958. Annales du Musée royal du Congo belge à Tervuren C. zoologie, série 4, volume V, fascicule 2, pages 237-504 avec figures et cartes.

COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU 23 JANVIER 1959

Séance ouverte à 15 h sous la présidence de M. le Gouverneur général Delavignette.

Présents : MM. DELAVIGNETTE, RESTE, HOFFHERR, M^{lle} QUINQUAUD, MM. CARTON, CHARTON, LIORÉ, DE BOISBOISSEL, CHARBONNEAU, INGOLD, PHAN DUY KHIEM, POISSON, LARNAUDE, GIRARD, BARQUISSAU, CHARLES-ROUX, COSTE, PRICE-MARS, MORIN, FURON, DURAND-RÉVILLE, GAYET, VITTOZ, Patrick O'REILLY, LÉMERY, LE BIGOT, DESCHAMPS, Louis MILLOT, R. P. TASTEVIN, HUMBLLOT, Pierre LYAUTEY, OSWALD DURAND.

Excusés : MM. MONOD, GUERNIER, R. FOLLEREAU, GISCARD D'ESTAING, Jean d'ESME, COINDREAU, BARÉTY, ROBEQUAIN, JEAN MARIE, POILAY, LAPRADE.

* * *

Transmission de la Présidence

M. le Gouverneur général Delavignette en transmettant la présidence à M. l'Inspecteur général Gayet a rappelé l'activité de l'Académie au cours de l'année 1958, activité qui s'est traduite notamment par 21 communications sur les grands problèmes intéressant l'outre-mer et un colloque sur l'Eurafrrique et le Marché commun ayant fait l'objet d'un numéro spécial du bulletin très largement diffusé.

M. l'Inspecteur général Gayet a fait connaître par quelles méthodes nouvelles les travaux de l'Académie pourraient trouver une meilleure résonance extérieure : réunions actives des sections et colloques avec la participation plus nombreuse des membres de la Communauté.

* * *

M. LE PRÉSIDENT. — Je tiens à saluer la présence parmi nous de M. Phan Duy Khiem ancien ambassadeur du Viet-Nam qui a écrit plusieurs ouvrages fort remarquables, évoquant notamment les périodes particulièrement délicates de la guerre et de l'après-guerre en Indo-Chine et en France.

Nous sommes très heureux de le compter dans notre Compagnie depuis sa récente élection et nous espérons qu'il viendra fréquemment participer à nos travaux en nous apportant ces vues très claires et toujours compréhensives sur tous les problèmes de l'Extrême-Orient

Procès-verbal

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance du 9 janvier 1959 ; adopté sans observation.

* * *

Communication de M. Hoffherr

M. le Haut-Commissaire général René Hoffherr a fait un très large exposé sur l'évolution des méthodes d'assistance économique outre-mer. Cette importante communication a donné lieu à de très pertinentes observations de MM. le Sénateur Durand-Réville et l'Inspecteur Paul Humblot.

* * *

Séance levée à 16 h 50.

* * *

Séance d'étude du vendredi 30 janvier 1959.

A cette séance, présidée par M. Lioré, président de la 2^e section, assistaient :

M^{me} Pasquier (belle fille de M. le Gouverneur général Pierre Pasquier). MM. l'Inspecteur général Bagot, Grimald, Haut-Commissaire au Pacifique, l'Inspecteur général Gayet, le Général J. Charbonneau, le Docteur Morin, l'Inspecteur Humblot, Amon d'Aby et Oswald Durand.

M. Amon d'Aby, archiviste du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, a fait un très intéressant exposé sur le cercle d'Aboisso et son évolution.

Il a tour à tour étudié son histoire, sa géographie, ses habitants, sa faune et sa flore, ses ressources (bois, café 10.834 tonnes, cacao 1.092 tonnes, palmiers à huile, colatiers, cocotiers, bananiers, hévéa, etc...) son activité économique (commerce, produits exportés 3 milliards 554 millions, pêche), son artisanat ; ses activités sociales (santé, instruction) ; ses religions (animisme, catholiques 5.000, protestants 850) ; ses ressources énergétiques (barrage en construction sur la Bia qui doit fournir 90 millions de KW heure) enfin ses voies de communications (Aboisso-Bassam et Abidjan, canal d'Assinie et voie lagunaire).

M. Amon d'Aby a terminé cet exposé extrêmement clair et précis par un rappel des évolutions politiques de la région d'Aboisso qu'il connaît parfaitement puisqu'il en est originaire. Il estime que les émulations entre MM. Kwamé N'Krumah et Houphouët Boigny seront, en fin de compte bénéfiques pour la Côte d'Ivoire.

Cette communication a donné lieu à un échange de vues auquel ont pris part MM. Gayet, Bagot, Humblot, Charbonneau et Oswald Durand.

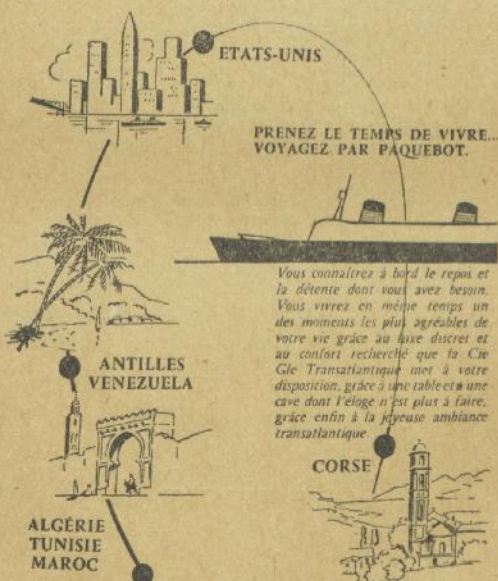
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LA FRANCE ET LES PAYS D'OUTRE-MER

(S.O.F.F.O.)

Société Anonyme au Capital de 533.710.000 Frs

SIÈGE SOCIAL :

23, rue de l'Amiral-d'Estaing
PARIS (16^e)



PRENEZ LE TEMPS DE VIVRE...
VOYAGEZ PAR PAQUEBOT.

Vous connaîtrez à bord le repos et la détente dont vous avez besoin. Vous vivrez en même temps un des moments les plus agréables de votre vie grâce au luxe discret et au confort recherché que la Cie Générale Transatlantique met à votre disposition, grâce à une table et une cave dont l'élégance n'est plus à faire, grâce enfin à la joyeuse ambiance transatlantique.

SACHEZ VOYAGER,
VOYAGEZ "TRANSATLANTIQUE"

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

PARIS : 6, RUE AUBER - TÉL : OPÉ. 02-00 & RIC. 97-59 - LONDRES : 20, COCKSPUR STREET - NEW YORK : 610, FIFTH AVENUE ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES

S.O.C.O.P.A.O.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DES PORTS AFRICAINS (A.O.F.)

Agence Maritime

Agence Aérienne

Transit

Manutention

Soutes

Agréage

Charbons

Agences ou Correspondants dans tous les ports et centres
d'A.O.F., Cameroun et A.E.F.

DAKAR

1, av. André-Lebon

PARIS

2, rue Lord-Byron

Adresse Télégraphique : FREIGHTER.

TARIF D'ABONNEMENT POUR 1959

AUX COMPTES RENDUS MENSUELS DES SÉANCES DE
L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

France et Communauté.....	1.500 frs
Étranger	2.000 frs

Le numéro : 200 frs pour la France et la Communauté
300 frs pour l'étranger

Le Secrétaire Perpétuel, Directeur : Gouv. Gén. OSWALD DURAND.

44. — Imprimerie JOUVE, 15, rue Racine, Paris. — 3-1959
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1959. — N° 1

ÉTABLISSEMENTS
V. Q. PETERSEN & C^{ie}

Siège Social : **DAKAR**

Boîte Postale : 125

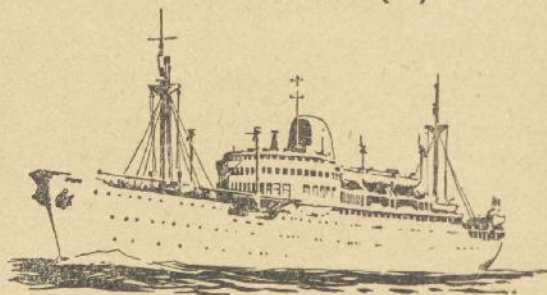
Adr. Tél. : **PETERSEN-DAKAR**

importation-exportation

	HUILERIE	
	SAVONNERIE	
	DÉCORTICAGE	

MESSAGERIES MARITIMES

12, Boulevard de la Madeleine, PARIS (9^e). OPE 07-60. RIC 88-40



MÉDITERRANÉE ORIENTALE — PAKISTAN — CEYLAN
INDE — BIRMANIE — INDOCHINE — MALAISIE
EXTRÊME-ORIENT — MADAGASCAR — LA RÉUNION
MAURICE — AFRIQUE ORIENTALE & DU SUD
AUSTRALIE — NOUVELLE-CALÉDONIE — OCÉANIE



TOTAL



Compagnie
Française
des
Pétroles

